

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 17 JANVIER
N° 352 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire : 56942

LÉGUMES

LA CURIEUSE «BAISSE» DES PRIX À RUNGIS

**En un an,
les prix
ont plus
que doublés**

«Consommateurs, vous êtes en train de gagner» clame «France Soir» pour expliquer la légère baisse du prix des légumes ces derniers jours. Il y voit le résultat de sa campagne visant à nous gaver de pois cassés et de lentilles. Les choses, en réalité ne sont pas si simples. Le léger radoucissement du temps dans certaines régions a joué en même temps que la baisse de la demande, liée moins à la campagne de «France Soir», qu'aux difficultés matérielles des travailleurs. Le procédé de «France Soir» qui consiste à faire passer pour un geste militant (l'achat des légumes secs) les privations forcées imposées aux familles par la hausse, a un caractère révoltant !

Suite p. 6

**MUNICIPALES :
LE TON MONTE
AUSSI À GAUCHE**

**MITTERRAND
TRAITE
MARCHAIS
DE
PERROQUET**

Samedi, se tenait à Paris une assemblée des maires socialistes, sous l'étiquette de «fédération nationale des élus socialistes et républicains». Cette réunion a été l'occasion d'un discours de Mitterrand, qui a révélé, encore plus crûment que tous les incidents précédents, les difficultés que rencontre l'union de la gauche à l'approche des municipales.

Suite p. 3

**TRAITE
DES BLANCHES
VERS CALVI**

**Le «gang
des lyonnais»
fournissait
la légion**

Voir p. 6

**COMBATS
VIOLENTS AU
SUD-LIBAN**

**LES SIONISTES
APPUIENT
L'AGRESSION
DES PHALANGES**

Dans la nuit de jeudi à vendredi, les milices phalangistes ont provoqué de violents affrontements avec les combattants palestiniens au sud Liban, dans les villages de Marjayoun et de Kleia, proches de la frontière israélienne. Les fascistes ont reçu l'appui de l'aviation sioniste, qui toute la nuit a survolé la région des combats.

que l'assassinat de de Broglie et l'arrestation d'Abou Daoud n'ont fait que manifester à leur manière.

Élu de peu contre une «gauche» devenue depuis plus forte au plan électoral, Giscard se trouve en effet lui-même contesté aujourd'hui dans sa propre majorité par l'entreprise chiraquienne. Deux impératifs contradictoires se dégagent pour lui de cette situation : le premier c'est d'apparaître comme «le président de tous les Français», au-dessus des querel-

Aujourd'hui

**CONFÉRENCE DE «CLARIFICATION»
DE GISCARD**

LA SOCIÉTÉ GISCARDIENNE BLOQUÉE

Quand il a promis, en annonçant sa conférence de presse d'aujourd'hui, une «clarification» politique, Giscard d'Estaing a fait un dangereux pari. Pour des

raisons qu'il ignorait alors : ce n'est pas aujourd'hui qu'il osera faire la lumière sur les sombres affaires qui ont depuis secoué son régime. Mais il y a d'autres difficultés,

les partisans : ceci, pour éviter une crise de régime à l'occasion d'un changement de majorité lors des prochaines élections législatives, comme pour assurer sa propre position à l'intérieur des rangs de la droite.

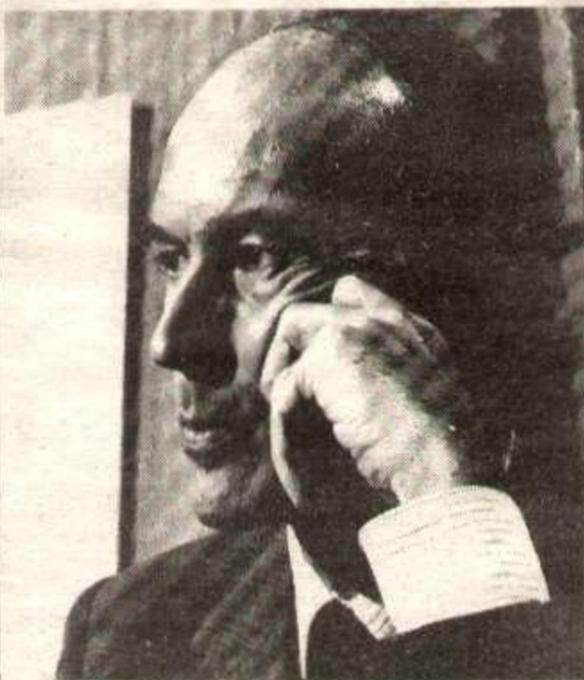
Mais, en même temps, il faut à ce président de la république les moyens de gouverner. Ces moyens, c'est justement une majorité parlementaire la plus conforme possible à celle qui a assuré son élection de justesse. C'est aussi un poids prépondérant des partis qui lui sont favorables au sein même de cette majorité : conditions qui ne sont garanties ni l'une ni l'autre, loin de là. D'où la nécessité pour Giscard de se lancer dans la bataille électorale, de peser du poids de sa fonction pour limiter les entreprises chiraquiennes.

«Président de tous les Français», Giscard a aussi prétendu l'être en suivant une politique de réformes de surface. Mais aujourd'hui, l'évolution des rapports de classes, l'affrontement que représente l'application du plan Barre, et qui peut déboucher sur des situations explosives, réduisent à néant cette prétention aussi.

De quelque côté qu'il se tourne, que ce soit dans sa propre classe ou dans les contradictions qu'elle entretient avec la nôtre, Giscard d'Estaing se trouve aujourd'hui coincé. Attendons-nous, cet après-midi, à ce qu'il nous en administre, sans l'avoir voulu, une nouvelle preuve.

Jean LERMET

Voir p. 2



THOMSON - CSF

**256 millions
d'«aide» de l'Etat...**

**6 jours
de chômage pour
les travailleurs
de Sartrouville**



En 1974, les travailleurs manifestaient au siège de la Thomson, contre les bas salaires.

Voir p. 5

POLITIQUE

Conférence de presse de Giscard

LES BLOCAGES DE LA POLITIQUE GISCARDIENNE

En décidant il y a plus d'un mois, de tenir ce lundi 17 janvier une conférence de presse centrée sur la politique intérieure et les «clarifications» nécessaires qu'elle appelle, Giscard ne se doutait sans doute pas qu'une série de faits particulièrement significatifs de la crise qu'il tente de gérer, viendraient s'ajouter à la liste déjà longue des problèmes qu'il n'arrive pas à maîtriser. En choisissant cette date, Giscard pouvait espérer que la restauration de la confiance, grâce au plan Barre, dans le camp divisé de la bourgeoisie avait fait quelques progrès, ou que la proximité des échéances municipales aurait contraint, moyennant concession, le RPR à accepter enfin la candidature d'Ornano à la mairie de Paris. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les progrès dans ces domaines ne sont pas notables, et même qu'en ce qui concerne la mairie de Paris, la situation s'est franchement détériorée. En plus, l'affaire Abou Daoud, l'affaire de Broglie, l'invalidation par le conseil constitutionnel, d'une loi sur la fouille des voitures, où le ministre de l'intérieur s'était particulièrement engagé, constituent, trois faits récents, d'inégale importance, mais bien révéla-

teurs de difficultés croissantes du gouvernement actuel de gouverner ; trois faits que le chef de file de l'impérialisme français sera bien embarrassé pour commenter après les multiples versions contradictoires qui en ont déjà été données.

La «clarification» que Giscard voudrait apporter à cette conférence de presse, risque donc d'apparaître comme une sorte d'exercice de funambule. Flanqué d'un RPR envahissant qui se développe en particulier au détriment de son propre groupe politique d'origine, les «républicains indépendants», le chef de file de l'impérialisme français n'a pas les moyens d'exercer son leadership sur sa «majorité présidentielle» : la peur de la défaite électorale, pousse vers le RPR les éléments déçus par la politique giscardienne et qui réclament un conservatisme maintenu, une politique autoritaire qui dise son nom. Ce mouvement, qui contribue à paralyser aujourd'hui l'activité du gouvernement, s'oppose évidemment à celui contradictoire que voudrait conduire Giscard de rapprochement du parti socialiste qu'il s'agirait de séparer de son allié P.C.F.

Réaffirmer son autorité sur la coalition gouvernementale, éviter de perdre les élections, sans pour autant compromettre la possibilité d'une alliance future avec le PS, voilà les buts contradictoires qui animeront Giscard dans son discours d'aujourd'hui. Mais vu la somme de contradictions réunies aujourd'hui, on voit mal comment un tel discours pourrait débloquer la situation.

«Bloquée», c'est bien ainsi qu'apparaît la situation. Le calme apparent du mouvement des masses, c'est à dire, l'absence actuelle de luttes revendicatives larges de grande ampleur, loin de constituer un facteur rassurant pour la bourgeoisie, est au contraire l'indication d'un potentiel explosif emmagasiné qui peut détonner brusquement. Ce n'est certainement pas là le moindre facteur de blocage qui affecte la politique gouvernementale !

Aussi la question que Giscard ne tranchera pas dans son discours, mais qui pourtant est celle que discute tous les états majors des partis de la bourgeoisie, c'est celle des élections anticipées, tant on imagine mal que la situation puisse rester encore bloquée en l'état, pendant plus d'un an.

LES DOSSIERS QU'IL ESSAIERA D'ESQUIVER

LE PARLEMENT EUROPÉEN

Pomme de discorde prépondérante au sein de la «majorité présidentielle» en mai 74, la question de l'Europe et des rapports avec les USA, est restée pendant toute une période une des lignes de clivages essentielles de la condition gouvernementale, anciens gaullistes, et atlantistes, récemment ralliés au gouvernement, s'opposant fréquemment sur cette question. L'aggravation de la crise dans notre pays, et les mesures à prendre pour y faire face constituent aujourd'hui le point déterminant sur lequel s'affrontent les composantes de la «majorité» giscardienne. C'est pourquoi à l'heure où se rapprochent les échéances qui doivent faire du parlement européen, une institution supranationale, élue au suffrage universel, donc pourvue inévitablement de plus de pouvoir, la querelle sur cette question dans la droite tient une place moindre. L'arrêté

du conseil constitutionnel, reconnaissant conforme la loi sur le parlement européen, va contribuer à rallier certains RPR encore hésitants. Debré, continuant à s'opposer avec quelques fidèles, à cette élection. Chirac, lors de son discours à Strasbourg, a finalement accepté cette élection assortie de quelques conditions. Giscard entend sans doute se targuer aujourd'hui de ce «succès». Curieux «succès» qui rend ainsi encore plus possible l'intervention des impérialismes étrangers dans notre pays : l'intervention allemande réclamant l'extradition d'Abou Daoud, au nom de la «convention européenne contre le terrorisme» symbolise très précisément la nature de la coopération politique européenne que Giscard veut accélérer. Non à «l'Europe politique» dominée par l'impérialisme US et à l'image du modèle républicain de Schmidt.

LA FRANCE DANS LE MONDE

Il y a des chances pour qu'il décrive la France en tête des pays qui ont des difficultés économiques, et qu'avec un effort (entendez par là, le plan Barre) «on» rejoindra le peloton de tête des nations occidentales. Et pourtant ! Les réactions internationales à l'arrestation, puis à la libération d'Abou Daoud montrent comment le «peloton de tête» des impérialismes occidentaux considère l'impérialisme français et exprime mieux que toute autre chose la réalité des rapports de force : ingérence dans nos affaires pour l'Allemagne, qui se permet d'exiger une arrestation et qui l'obtient,

critiques acerbes du gouvernement US qui n'a pour réponse qu'une vague protestation alors que Carter fait la morale à Giscard au téléphone pendant 45 minutes, etc... Et puis la place de la France dans le monde se détermine aussi par rapport au Tiers-Monde, et là encore ce qui domine, c'est l'incohérence : on ne peut à la fois répondre aux ordres des autres impérialismes et développer une politique de rapprochement avec les pays arabes et le Tiers-Monde en général. L'évolution de la Conférence Nord-Sud, son blocage sont là pour le confirmer.

LES POLICES DU POUVOIR (Ce que Giscard ne dira pas)

«Je voyais souvent mon ami feu le Prince de Broglie, soyez certains que s'il avait fait tout ce que la presse a dit à propos de lui, il n'aurait pas fait partie de mes relations». De Broglie, prince spécialiste des marchés internationaux à grosses commissions, des contrats de vente d'armes d'Etat à Etat camouflés, avait été écarté pour cela de toute responsabilité politique depuis 73 dans son parti, les Républicains Indépendants, et au gouvernement. Ecarté des responsabilités politiques ouvertes, il maintenait toutes ses relations avec les personnages hauts placés du gouvernement, puisqu'il a été amené à traiter avec son accord plusieurs affaires d'Etat à Etat en coulisse. Giscard ne pouvait l'ignorer.

«Le ministre de l'intérieur

fait du très bon travail à la tête des services de police qu'il dirige avec fermeté et sans bavures», les «affaires» de Broglie et Abou Daoud, en témoignent. Cinq jours après l'assassinat de de Broglie, Poniatowski tenait une conférence de presse avec les commissaires Ottavio et Ducret, au cours de laquelle était présentée une version tellement minable de l'affaire que apparemment, ça n'en valait vraiment pas la peine de violer ouvertement et publiquement le secret de l'instruction, au risque d'obliger Guichard à protester. Depuis cette accusation a été complètement démolie !

Après l'assassinat de Mahmoud Saleh, pour lequel la police met fort peu d'empressement à enquêter, une délégation de responsa-

bles de l'OLP vient à Paris. Ses membres ont reçu un visa du Quai d'Orsay, où ils sont reçus d'ailleurs. Vendredi à 19 h 30, la DST arrête Abou Daoud dans son hôtel. Giscard était-il au courant d'une décision dont il est difficile de penser que son «fidèle lieutenant» Poniatowski n'était pas informé ? Barre en tout cas n'a été prévenu que bien plus tard !

Visiblement en contradiction avec la politique arabe du gouvernement, la suite de l'arrestation d'Abou Daoud a échappé à ceux qui avaient pris l'initiative de cette arrestation. Cela vient pleinement confirmer l'exis-

tence à l'intérieur de forces de police de clan rivaux qui dans la période actuelle de crise disposent d'une marge de manœuvre importante. Les liaisons et l'interpénétration du SAC avec ces clans, interfèrent directement sur le plan politique avec la rivalité Giscard-RPR, et laisse présager de nouvelles bavures.

Jamais deux sans trois, Poniatowski vient de se voir infliger un nouvel échec, avec la décision du conseil constitutionnel d'invalidier son projet de loi sur la fouille des voitures. Un ministre de l'intérieur encombant pour Giscard !

L'HOTEL DE VILLE SELON GISCARD

Rassemblement Pour la République et Progrès et Renouveau de Paris, RPR et PRP, s'apprêtent à s'affronter dans la capitale. Monsieur Bernard Lafay, RPR, président du conseil de Paris l'a écrit sans détour à Giscard : «C'est un secret de polichinelle» qu'il est responsable de cette situation.

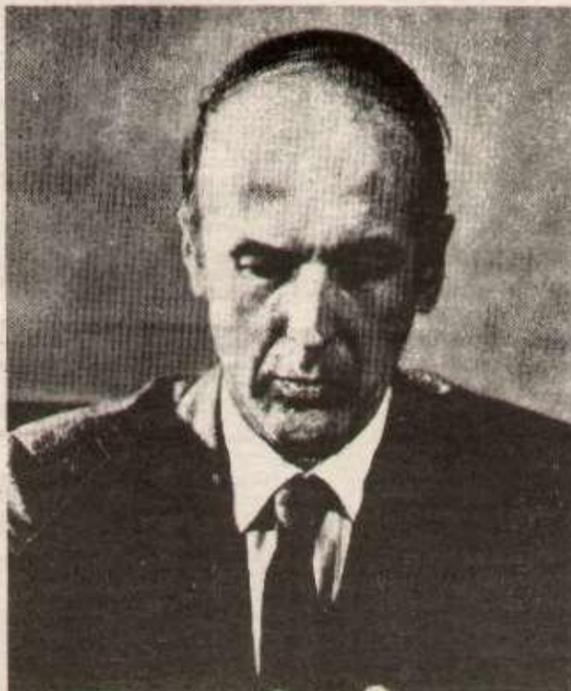
En effet, c'est sur le perron de l'Elysée, en sortant d'une conversation spéciale avec le président de la république d'Ornano annonçait pour la première fois officiellement sa candidature à la mairie de Paris. Officiellement, c'était Barre qui avait prononcé son «arbitraire» entre les formations de la majorité. En réalité, c'est Giscard qui avait tranché.

Après quoi, des semaines durant, on s'est envoyé des critiques de part et d'autres. Puis d'Ornano a présenté ses listes : nouveau scandale pour le RPR, elles visent très largement à lui souffler des sièges. Question :

quand les ministres, comme Françoise Giroud, se présentent dans des arrondissements où le RPR tenait les sièges, Giscard peut-il être étranger à ce choix ?

Au demeurant, c'est après le «dîner politique» qui rassemblait un ministre pour chaque formation de la «majorité» autour de Giscard et Barre que le RPR, par la voix de Chirac, a officiellement fait connaître qu'il irait désormais jusqu'au bout de cette bataille. Le républicain indépendant Frédéric Dupont a d'ailleurs préféré cette liste à celle de d'Ornano. Conclusion : on attendait un dernier geste possible de quelqu'un... qui ne pouvait être que Giscard.

Et cet après midi, le président de la république va bravement affirmer qu'il se situe très au-dessus des querelles de partis ! Délicat équilibre, en effet, quand il faut à la fois assumer le rôle de «président de tous les Français» et peser pour la victoire électorale de ses partisans.



Municipales : LE TON MONTE AUSSI A GAUCHE

Mitterrand traite Marchais de perroquet

«Politique du perroquet» : C'est ainsi que le premier secrétaire du parti socialiste n'a pas craint de qualifier l'attitude du PCF dans les négociations en cours. Il a ouvertement accusé le parti de Marchais de faire traîner les discussions dans l'espoir de concessions de dernière minute du PS, et il a signifié sans détour qu'il ne fallait pas y compter. Au contraire il a rappelé que c'était dans le but de ne pas avoir à en faire que le PS avait décidé de publier sa propre version des listes de gauche, et qu'il s'y tiendrait une fois la chose faite.

PARIS : A GAUCHE
COMME A DROITE...

Déjà, dans l'Unité de la semaine dernière, la même préoccupation apparaissait : le journaliste socialiste Antoine Violet affirmait que «le différend entre socialistes et communistes ne porte que sur un siège» dans les cinq arrondissements où la gauche est jusqu'ici majoritaire à Paris, et présentait la possibilité pour la gauche de gagner de nouveaux arrondissements comme soumise à «la progression du parti socialiste» : ce qui revenait à revendiquer par avance la conduite des listes dans ces arrondissements. Il passait sous silence la candidature

de Georges Sarre à la mairie la tenant donc pour non négociable, alors que le PCF s'est précisément insurgé contre cette initiative du PS. Bref, «les socialistes doivent se montrer des partenaires loyaux dans les négociations municipales, sans être naïfs ou ignorants et en gardant l'amour de leur parti», comme l'a déclaré Mitterrand samedi.

UN EDIFICE MENACÉ D'ÉCROULEMENT

En guise de garantie de loyauté, il a ajouté : «Ce que je vous demande, c'est de penser que le parti socialiste est la pierre angulaire de toute construction politique dans la France d'aujourd'hui». Mais le mot avait été savamment «lâché» avant d'être non moins savamment «corrigé» : désormais, le PCF, qui le savait déjà, est presque officiellement avisé par Mitterrand que le programme commun n'est pour lui qu'une «construction politique» parmi d'autres. Et, comme celui-ci l'a encore précisé : «Si vous retirez la pierre angulaire, tout s'effondre».

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE - BIS

Pour le reste, Mitterrand continue à jouer les présidents de la république en

second : après Giscard, il a envoyé une lettre à tous les maires de France. A cette occasion, il a qualifié Giscard de «chef des partis de la droite», ce qui revient à se placer sur le même plan que lui. Si rien n'a été dit sur le contenu de la lettre elle-même, on peut en tout cas en discerner facilement le but : on sait que nombre de municipalités, notam-

ment dans les campagnes, sont administrées par des listes «apolitiques». Que pouvait viser Mitterrand, sinon en gagner le plus possible aux vues de son parti, qui s'affirme de plus en plus comme un pôle d'attraction des hommes en place à tous les échelons de l'appareil d'État ?

Jean LERMET



Defferre a de quoi rire : après le tour qu'il a joué au PCF à Marseille...

LE CDS EN PROIE A DES FORCES CENTRIFUGES

Jacques Barrot, vice président du CDS, le nouveau parti centriste dirigé par Lecanuet a renoncé samedi à la conférence qu'il devait prononcer devant le «Comité pour une démocratie nouvelle», organisme de réflexion qui regroupe des centristes. Barrot craignait d'avoir à s'expliquer devant des membres de son parti qui participent aux listes RPR de Paris. Il semble que le tout nouveau CDS né de la réunification du CDP (centre démocratie et progrès) et du centre démocrate soit déjà menacé d'éclatement. Les anciens du CDP

seraient très attirés par le RPR de Chirac. L'unité des centristes, réformateurs, indépendants dont rêvait Giscard pour faire pièce à l'UDR et asseoir son autorité n'est donc pas pour demain.

C'est également le cas pour les RI et le centre national des indépendants paysans de Motte qui a été reçu vendredi par Giscard, la fédération des indépendants qui devait permettre leur réunification n'a jamais eu d'existence réelle, et une bonne part du CNIP préfère passer des alliances avec le RPR.

RASSEMBLEMENT DES JEUNESSES DU RPR

Devant les jeunes du RPR, Chirac a tenté de faire croire au dynamisme de son rassemblement qui depuis le meeting de la porte de Versailles, marque le pas. Il a affirmé que le RPR atteindrait prochainement les 500 000 jeunes adhérents, il prétend recevoir actuellement 2 000 jeunes adhérents par jour ! Le bluff de Chirac est habituel, qu'on s'en souvienne de ses déclarations lorsqu'il était premier ministre : il avait vu la fin du tunnel, la situation s'améliorait de jour en jour.

En réponse au gouvernement qui a affirmé son opposition à la politique dans l'entreprise, Chirac a annoncé que le RPR développait ses initiatives pour s'implanter dans un plus grand nombre d'entreprises. Il est certain qu'il n'aura guère à craindre de la répression patronale, au contraire. La politique des gaullistes à l'entreprise s'est toujours concrétisée dans la formation de syndicats jaunes, de milices patronales et d'attaques contre les grèves.

LE PLAN BARRE ET LA CRISE



La situation économique (fin)

LES RECULS DU FRANC

Hausse des prix, déficit commercial ; cela débouche nécessairement sur la baisse de la «valeur du franc» rendue possible chaque jour par le flottement de la monnaie française.

Après un redressement passager de l'été 74 à l'été 75, le franc ne cessera depuis de baisser par rapport à la «moyenne» des autres monnaies. Depuis cette dernière date, la hausse atteint 15%. Les monnaies «fortes» restent le franc suisse et le Deutsch Mark. Le dollar et le yen (Japon) remontent depuis juin 75. Ainsi, le franc reste —malgré une stabilisation depuis octobre— une monnaie très fragile.

La stratégie de Barre

«Assainir..., restructurer..., redresser»

Dans son discours du 22 septembre annonçant le lancement de son plan, Barre déclarait qu'au delà des objectifs à court terme, («blocage des prix», baisse de la TVA) il visait la réalisation de «réformes de structures» : «Il est clair que pour porter des résultats durables, il (son plan) devra être complété par des mesures portant sur les causes structurelles de l'inflation».

Dès ce moment il indiquait les domaines qui allaient être «mis à l'étude» :

- Contrôle de la concentration économique et des ententes,
- Conditions des interventions économiques de l'Etat,
- Evolution des revenus et «obstacles structurels à une saine concurrence, et générateurs d'inflation».

Avant d'analyser la signification de cette velléité de réformes, examinons la nature des projets :

COMMISSION DE LA CONCURRENCE

Le 12 janvier, le conseil des ministres a adopté un projet de loi, préparé du temps de Chirac, dont l'objectif est de favoriser la concurrence entre entreprises. Ce projet tendrait à rendre plus efficace l'action de la Commission de la Concurrence contre les «ententes illicites» (par exemple lorsqu'un groupe d'entreprises s'entendent pour se partager un marché public) car les «positions dominantes» (lorsqu'une entreprise domine de façon absolue un marché), Barre partirait donc en guerre contre les monopoles, contre ces géants qui dominent le marché national ? C'est ce qu'il laisse entendre lorsqu'il déclare : «Le maintien d'une situation de concurrence normale doit profiter à tous». Mais les PDG de PUK ou d'Usinor ne sont guère inquiets. Ils savent par exemple qu'il existe depuis plusieurs dizaines d'années une loi anti-trust aux USA ; cela n'empêche pas l'économie américaine d'être dominée par quelques géants. Alors tout ce bruit sur le contrôle de la concurrence n'est-il que du vent ? La bourgeoisie (dans son ensemble) n'a pas intérêt à ce que, dans le contexte de la crise, se forment des regroupements d'entreprises moyennes (notamment dans les secteurs où la concurrence internationale ne joue pas), échappant aux grands groupes financiers, faisant bande à part en somme. Comme dit le communiqué de conseil des ministres : «Jusqu'à présent, le gouvernement avait favorisé les concentrations... sans revenir sur cette orientation, le gouvernement veut soumettre au contrôle les concentrations...». Il s'agit donc simplement de «discipliner» la concentration pour qu'elle serve les intérêts d'ensemble de l'impérialisme français.

LES INTERVENTIONS ÉCONOMIQUES DE L'ÉTAT

Ces interventions sont nombreuses et multiformes : commandes publiques, subventions (notamment pour l'exportation), prêts du FDES (Fond de Développement Economique et Social) et bien sûr, fonctionnement du secteur nationalisé. Peu de chose n'a encore filtré du secret des cabinets ministériels. Mais les intentions du gouvernement sont claires. Dans cette période de vaches maigres pour l'impérialisme français, il s'agit de rentabiliser le plus possible l'argent qui est distribué. Rentabiliser, cela signifie déterminer les actions sélectives les plus denses à engager, supprimer les soutiens publics qui ne font que maintenir en vie des activités périmées, rationaliser le fonctionnement des entreprises publiques. Mais de tels objectifs ne peuvent qu'entraîner des tensions accrues : avec les secteurs ne bénéficiant pas «d'actions sélectives», avec les entreprises qui ne seraient pas plus soutenues, avec les travailleurs du secteur public premières victimes de la rationalisation des entreprises nationales.

Municipales

TOULON :

Simon Lorière, maire de Sainte Maxime et député RPR du Var a réaffirmé qu'il se présenterait à Toulon. Il a demandé au maire actuel le fasciste Arreckx (RI) de se retirer. Ce dernier n'a pas apprécié cette requête et maintient sa candidature.

PARIS

Côté «majorité» Ruffenacht (RPR) sous ministre chargé de la préparation des élections a déclaré qu'une union lui

semblait possible à Paris entre RPR et RI. Un optimisme démenti par les faits, la controverse se poursuit.

Côté «union de la gauche», le PS a maintenu la candidature de Sarre à la mairie de Paris malgré les critiques du PCF. Dans le 18^e arrondissement, malgré les affirmations d'Estier qui se présente comme tête de liste, rien n'est réglé entre PS et PCF, les désaccords subsistent entre les deux formations sur le nombre respectif de candidats.

BOUCHES DU RHÔNE BLOCAGE A GAUCHE

La situation est toujours bloquée pour les élections municipales dans les Bouches-du-Rhône. A Marseille, le parti socialiste a confirmé son refus de présenter des listes communes dans six secteurs sur huit, comme le proposait le PCF, qui avait déjà ainsi battu en retraite. Mais aussi ailleurs : sept seulement des communes de 5 000 à 30 000 habitants ont déjà une liste commune de la gauche. Dans les six communes de plus de 30 000 habitants, rien n'est résolu pour l'instant. La lutte est particulièrement chaude pour la région de l'Étang de Berre, où le PCF veut avoir la majorité au sein du syndicat intercommunal.

● JOURNÉE D'ÉTUDE PRÉ-ÉLECTORALE CHEZ LES MRG : Les radicaux de gauche ont tenu samedi une journée d'étude sur les questions municipales. Au cours de cette journée, Fabre s'est quelque peu plaint de la «sous représentation» de son parti dans les listes municipales de l'Union de la Gauche. Le MRG n'a qu'une tête de liste dans une grande ville : à Melun, celle de Perpignan qu'il réclamait, lui a été refusée. Il doit se contenter des petites villes et des petites communes rurales du Sud-Ouest.

POLITIQUE

A «Ouest-France»

Contre le licenciement de Pierre Duclos

LA GREVE SE POURSUIT

La direction du journal «Ouest-France» annonçait dimanche matin que les ouvriers de ses imprimeries seraient mis en chômage technique dès le soir, du fait de la grève des journalistes qui empêche depuis quatre jours la parution de ce quotidien. Aussitôt, les syndicats CGT et CFDT du Livre répliquaient en appelant les travailleurs à se présenter quand même à l'atelier : la direction n'avait en effet même pas respecté les formes légales, qui exigent un préavis de 24 heures, officiellement notifié, avant toute mesure de ce type. C'est une nouvelle pression contre les grévistes qui échouait ainsi.

C'est samedi dernier que s'est noué le conflit qui débouche aujourd'hui sur le blocage : en effet, à ce moment-là, une assemblée générale des journalistes décidait de s'opposer au licenciement de Pierre Duclos. «Faute professionnelle», prétend à son sujet la direction. De quoi s'agit-il en réalité ? C'est que Pierre Duclos avait couvert le conflit du Joint Français, où il avait rendu compte du point de vue des travailleurs en lutte. C'est qu'il avait également rapporté les paroles d'un dirigeant syndical paysan lors d'une vente aux enchères, ce qui a valu au journal une condamnation pour diffamation... mais la fédéra-

tion départementale des syndicats agricoles maintient ses propos.

LA GRÈVE RIPOSTE NÉCESSAIRE

Aussi, les journalistes décidaient d'emblée de s'opposer à la mesure prise par la direction à l'encontre de Pierre Duclos, les accusations formulées contre lui n'étant pas fondées. Une première assemblée générale mandatait dans ce sens les délégués syndicaux dès samedi 8 janvier. Mercredi, dès réception de la lettre de licenciement, c'était la grève. Depuis, une série de votes, en assemblée générale ont toujours continué à



Le journaliste menacé Pierre Duclos avait rendu compte honnêtement de la grève du «Joint Français».

dégager une confortable majorité pour la poursuite du mouvement. Sur 331 journalistes que compte le quotidien régional, environ deux cents se sont en effet à chaque fois prononcés dans ce sens.

UNE BONNE UNITÉ

Le dernier vote, sur 290 présents, a encore donné samedi 175 voix pour la poursuite de la grève jusqu'à la réunion du comité d'entreprise, réclamée par le

personnel, et qui doit se tenir ce matin. Les journalistes ont rappelé à l'occasion de ce conflit leurs revendications concernant la mise sur pied d'un conseil de rédaction et d'une commission des conflits.

Jusqu'à ce jour, les syndicats CFDT et SNJ (autonomie), qui groupent chacun une centaine de votants aux élections professionnelles, ont agi dans l'unité dans cette affaire. La CGT (une dizaine de voix), sans appeler à la grève, a promis de ne faire aucun geste pouvant la gêner.

LA CLASSE OUVRIÈRE EST CONCERNÉE

L'affaire est d'importance : Ouest France, qui couvre douze départements est, à l'heure actuelle, le journal le plus vendu en France, avant même les grands journaux parisiens. Depuis quelques années, les journalistes ont réussi à faire paraître de plus en plus dans les colonnes de cet organe de presse des informations honnêtes concernant les conflits sociaux en cours dans la région. La tentative de reprise en mains de la direction compromettrait probablement, si elle devait réussir, un tel acquis. C'est-à-dire que le conflit à Ouest France est loin d'être indifférent aux travailleurs de la région, pour qui la possibilité de faire connaître largement leur point de vue se joue.

LUTTES OUVRIÈRES

Parisien Libéré

12 TRAVAILLEURS CONDAMNÉS À DES PEINES DE PRISON AVEC SURSIS !

La 16^e chambre correctionnelle de Paris, en fin de semaine, a prononcé contre 12 travailleurs du Parisien Libéré, une nouvelle fois, de lourdes condamnations : accusés de vol d'exemplaires du «Parisien Libéré» le torchon de feu Amaury, cinq d'entre eux ont été condamnés à six semaines de prison avec sursis, les sept autres à un mois de la même peine. De plus, la direction du torchon va jusqu'à obtenir des «dommages et intérêts» de 1050 F !

Faisant suite aux dizaines de procès qui se sont déroulés ces dernières semaines, ayant lieu quelques semaines après l'expulsion de

leurs locaux occupés, ces nouvelles condamnations prouvent, si toutefois il en était encore besoin, que le pouvoir giscardien veut mettre fin à cette lutte, mettre à genoux les travailleurs, le confirme aussi, dans le même temps les réunions avec le médiateur désigné, et qui n'ont abouti en rien. Ainsi, on se rappelle qu'il y a une semaine, avait lieu la 6^e au cours de laquelle Motin déclarait qu'il s'agissait d'une «prise de contact». A la fin de la semaine a eu lieu la 7^e de ces entrevues. A nouveau, elle n'a débouché sur rien. Quant aux conclusions que devait rendre Motin pour «résoudre le conflit»

à la date du 15 janvier, elles n'ont pas encore vu le jour !

Tout cela, une fois de plus, n'entraîne de la part de la fédération du Livre, que des «protestations», des déclarations indignées, bien incapables de répondre de manière appropriée à cette nouvelle attaque du pouvoir. Tout ce que la CGT du Livre propose comme «perspective de lutte» aux travailleurs victimes de la répression est «de faire appel au jugement prononcé», «perspective» agrémentée de la traditionnelle dénonciation, juste de surcroît «de l'utilisation par le pouvoir des instances correctionnelles contre les travailleurs qui défendent leur droit au travail».

Mais les révisionnistes non contents de laisser les travailleurs sans perspectives les accusent à mots couverts. S'exprimant dans «l'Humanité» de samedi, ils déclarent que «le tribunal a complètement ignoré le contexte dans lequel ces «voies» ont été commis, oublié que c'est en état de légitime défense que ces ouvriers ont agi». Bref, qu'est-ce à dire sinon remettre en cause, après les avoir soutenu du bout des lèvres, les formes de lutte prises par ceux du Parisien Libéré ?

Gervais - Danone (Marseille)

L'INSPECTION DU TRAVAIL REFUSE LES LICENCIEMENTS



L'inspection du travail vient de refuser les 150 licenciements demandés par la direction de l'usine Gervais-Danone de Pont-de-Vieux dans les Bouches-du-Rhône. Le projet de Riboud (le PDG du trust) était de fermer l'usine pour ensuite en ouvrir une autre en Italie, à Turin. Le projet, connu vers la mi-septembre de l'année dernière avait suscité la colère et l'indignation des travailleurs qui avaient aussitôt engagé la lutte. Samedi dernier se terminait une nouvelle grève de 48 heures venant après de nombreuses autres ainsi que manifestations et interventions de toutes sortes.

C'est une victoire des travailleurs que ce refus de l'inspection du travail d'autoriser les licenciements. C'est une première victoire

seulement, car la lutte va continuer. Riboud n'a pas renoncé à son projet et l'on vient d'apprendre qu'il avait fait appel directement au ministre du travail qui, comme chacun sait, n'a rien à refuser aux patrons.

Pour ne pas laisser de

temps mort dans l'action, les travailleurs avec leur section syndicale CGT ont décidé de participer à la manifestation qui se déroulera à St Marcel et qui regroupera sans doute de nombreux travailleurs de la vallée de l'Huveaune.

Des travailleurs de la RATP sanctionnés pour avoir soutenu ceux du Parisien Libéré

C'est le 5 décembre que les travailleurs du «Parisien Libéré» en lutte depuis dix huit mois, étaient évacués par les CRS de Ponia et Giscard, des locaux qu'ils occupaient rue d'Enghein et rue des Petites Ecuries. Le 6 avait lieu une puissante manifestation de solidarité regroupant près de 100 000 travailleurs de la région parisienne. Parmi ceux-ci, les travailleurs de la RATP qui avaient fait des débrayages dans la journée. Plusieurs travailleurs de la RATP suite à cette journée, se voient aujourd'hui, réprimés. Certains viennent de recevoir des avertissements. Encore une atteinte de plus aux libertés syndicales ! Exigeons la levée de ces sanctions !

ALFA MERLIN GERIN (Colombes) 63 licenciements annulés... jusqu'à quand ?

Il y a quelques jours, la direction de l'entreprise Alfa Merlin Gerin, à Colombes, annonçait que 63 licenciements étaient envisagés à court terme. Avant même que les 277 travailleurs que compte cette usine (fabrication de matériel pour la construction navale) n'entament une grève, l'inspection du travail a refusé ces mesures qui selon, la direction, étaient nécessaires «pour des motifs économiques». C'est un premier recul. Mais les travailleurs ne doivent pas moins en rester vigilants, car le principal actionnaire de Merlin Gerin, qui n'est autre que le Baron Empain, à ce qu'il paraît n'a pas dit son dernier mot ! Aux travailleurs de le faire mentir !

LUTTES OUVRIÈRES

TANNERIES FRANÇAISES RÉUNIES
(LE PUY) :LE PATRON
ET L'INSPECTEUR
DU TRAVAIL «RETENUS»
PAR LES TRAVAILLEURS

S'achemine-t-on vers une liquidation des Tanneries Françaises Réunies au Puy (Haute-Loire). C'est ce dont sont maintenant convaincus nombre de syndicalistes et d'ouvriers des T.S.R depuis que des pourparlers entre plusieurs consortiums français et anglais du cuir ont échoué il y a quelques jours.

Et déjà, FILEM, le «napoléon du cuir» expédie les lettres de licenciements. 172 ouvriers l'ont reçue et 900 ouvriers des T.S.R sentent de plus en plus fort peser cette menace sur eux.

C'est à «une action préventive», spectaculaire que la grande majorité d'entre eux ont participé vendredi dernier, en manifestant une exigence : le retrait immédiat de toutes ces lettres de licenciement. «On a pris le patron à l'entrée de l'usine à huit heures du matin», expliquait un responsable syndical, un responsable CFDT d'Auvergne, «on l'a emmené à la direction de la

main-d'œuvre, ainsi que l'inspecteur du travail, et on les a laissés là en leur disant : vous retirez les licenciements, il n'y aura pas de négociations ou de compromis sur un sujet aussi grave. Discutez-en. Nous, on attend votre réponse».

Les 700 travailleurs présents n'ont relâché le patron et l'inspecteur du travail qu'à...vingt heures vendredi soir ! Les flics du Puy, malgré l'ordre du préfet, ont d'ailleurs refusé d'intervenir. Ces douze heures d'action offensive des ouvriers des T.S.R ont fortement ébranlé la bourgeoisie du Puy. C'est le premier acte d'une lutte qui s'engage aux T.S.R. On va en entendre parler à nouveau dans les jours qui viennent où d'autres actions spectaculaires sont en préparation. «Ce sont des formes de lutte spécifiques qu'il faut aujourd'hui. Mais, ajoutait un responsable CFDT, sans doute demain, devons-nous en venir à l'occupation de l'usine...»

Julien LEBLOND

MONIN ORDURES SERVICES (LYON)

MANIFESTATION
CONTRE L'EMPLOI
D'INTÉRIMAIRES

Erga France est une des entreprises intérimaires qui fournit du personnel à Monin Ordures, en remplacement des 130 chargeurs licenciés. Vendredi soir, à l'appel de la CFDT, c'est une centaine d'ouvriers de Monin et de syndicalistes qui étaient présents devant l'agence, rue de Marseille à Lyon. Des mots d'ordre furent criés et une délégation rentra dans l'agence : la direction fut obligée de déclarer publiquement, au micro, à tous les travailleurs présents qu'elle s'engageait à ne plus envoyer d'intérimaires chez Monin. Tout le monde partit alors en manifestation, remontant l'avenue Berthelot jusqu'à une autre agence, Creyf's Intérim, dont les locaux ne sont guère éloignés de ceux de l'ALS, l'Agence Lyonnaise de Sécurité, entreprise de police privée qui loue ses services à des patrons, comme à l'AREA en septembre ou à Léon Grosse plus récemment. Creyf's Intérim reconnu fournisseur du personnel à MOS, à partir d'une autre agence de Lyon, qui par téléphone, s'engage également à ne plus envoyer d'intérimaires à Monin, pendant que dehors

étaient scandés : «Monin, Ordures, non aux licenciements», «Intérim, complice des patrons». Les reculs de boîtes intérimaires sont donc un succès pour les ouvriers, mais un succès encore limité car on sait ce que valent les promesses des patrons. C'est pourquoi, tous les travailleurs étaient appelés à être vigilants en particulier sur les quartiers couverts par MOS (le 3^e, 6^e, 9^e arrondissements et la plupart des communes de l'Ouest Lyonnais) : savoir de quelles entreprises viennent les chargeurs qui suivent les camions MOS, de façon à pouvoir engager des actions rapidement. D'autre part, il n'y a pas que l'intérim qui soit complice de Monin, il a aussi l'ANPE qui effectue des offres d'emploi comme chargeur chez MOS. Les ouvriers de MOS ne vont pas rester inactifs. Après les distributions de tracts sur les marchés pendant le week-end, les assemblées générales continuent. Jeudi soir, ils seront présents à la séance publique du conseil de la Courly et le mardi à 19 h à la conciliation prud'homale, 184 rue Duquesclin.

Corresp. Lyon

A NOS LECTEURS :

Nous adressons nos excuses à nos lecteurs pour une faute de montage qui nous a fait mettre, en page 4, dans le Quotidien d'hier, sous le titre «Fin de la grève des comédiens», le fragment d'un article (sur un autre sujet) publié la veille.

C'est une erreur du même ordre qui nous a fait passer en page 8 un article publié la veille.

THOMSON EMPOCHE
LES MILLIONS DE L'ÉTAT ET...
MET LES OUVRIERS AU CHÔMAGE

Avant même que ne soit rendu public le «plan composants» élaboré par la direction et qui devrait fixer le sort des travailleurs du trust, le chômage commence à sévir dans la Thomson.

Ainsi, à l'usine de Sartrouville, la direction vient de décider de mettre 200 travailleurs en chômage pour une période de dix jours étalée sur deux mois à partir de maintenant. Pour le moins, cela représentera des pertes de salaires d'environ 500 F par mois.

D'autre part, les rumeurs circulent toujours avec insistance sur la perspective de licenciements, notamment à la Sescosem de Grenoble. Bref, ça va restructurer dans la Thomson et comme d'habitude, les travailleurs devraient en faire les frais suivant les plans du patron.

Pourtant, c'est par centaines de millions que l'Etat accorde généreusement son

«aide» à cet empire multinational qu'est le trust Thomson-CSF. Dernièrement, 256 millions avaient été ainsi versés pour racheter une usine de Toulouse dont ne voulait plus Honeywell-Bull. On parle à présent d'une somme de 700 millions que l'Etat accorderait à la Thom-

son dans le cadre de son «plan composants».

On pourrait rêver, s'imaginer que tous ces millions vont servir à développer l'emploi, résorber, au moins en partie le chômage. Il n'en est évidemment rien ! Dans

le même temps, où la Thomson empoche, allègrement les millions, (d'ailleurs principalement payés par la sueur des travailleurs), elle met ses ouvriers au chômage et prépare des licenciements. C'est une logique qu'il va bien falloir briser.



Une des usines du trust

PATRONS CONDAMNÉS

Dans l'entreprise de Bernard Gatty, dans la Loire, président de la chambre syndicale patronale de l'automobile, on aime guère les activités syndicales ni les délégués. En 1975, Gatty licenciat une employée, madame Mereaux, pour «faute professionnelle». En fait, la «faute professionnelle» était l'activité syndicale. Toujours en 75, Claude Hébrard, alors chef de service de Gatty giflait Roger Fenlut, délégué syndical. Au bout d'un long procès, le tribunal vient de rendre son verdict : pour le patron Gatty, 1500 F d'amende pour atteinte aux

libertés syndicales, 1000 F à l'UD-CFDT et 1000 F à l'Union Régionale des Syndicats des Métaux CFDT de la Loire. Pour Hébrard : 4 mois de prison avec sursis et 3 000 F d'amende pour en-

trave à l'exercice du droit syndical. Chacune des parties civiles UD-CFDT, UR des Syndicats des Métaux CFDT, de la Loire et Roger Fenlut obtiennent 2 000 F de dommages et intérêts.

CITROËN LN
LA 3 CV QUI SIMPLIFIE
LA VIE

Robuste, économique, maniable, jolie, la LN a tout pour plaire. Venez la voir chez votre concessionnaire



Prix T.T.C.
clés en main 17 500 F
(tarif au 1.10.76)

GATTY et Cie

Z.I. de Montreynaud - SAINT-ETIENNE - Tél. 74.91.77

CITROËN LN

Amis lecteurs, faites confiance
à nos Annonceurs !

Publicité parue dans le numéro 45 de «Regards sur la Loire», hebdomadaire de la fédération de la Loire du P.C.F., à côté d'une légende : «Amis lecteurs, faites confiance à nos annonceurs». Les syndicalistes de chez Gatty apprécieront !

Principe
d'une grève
et...grève
de principe

Alors que le premier round de discussion à l'EDF-GDF s'est déjà soldé négativement (un «contrat nouvelle formule», prévoyant une amputation supplémentaire de salaire de 2 % au moins, et une évolution liée aux résultats du plan Barre et à l'augmentation du Produit Intérieur Brut) et qu'à la SNCF, CGT et CFDT protestent contre «tout préalable gouvernemental» et exigent que le 20 janvier s'ouvrent «de réelles négociations», le «principe d'une grève a été retenu» !

Dans la semaine du 24 au 29 janvier, EDF-GDF, SNCF, Fonction Publique (proprement dite) et RATP sans doute vont donc «en principe» faire leurs 24 h de grève de protestation prévues... Mais pour «empêcher que les travailleurs fassent les frais de la crise», «faire respecter les engagements antérieurs», «obtenir le versement d'une provision au 1-1-77 qui permette le maintien effectif du pouvoir d'achat» et «l'ouverture de négociations sérieuses» là aussi «sans aucun préalable sur les rémunérations 77», il faudrait bien autre chose que «24 h carrées». Et pour le moins une action concertée et non pas en chapelet. Sinon qu'est-ce d'autre qu'une démonstration de mécontentement sans lendemain, une grève «pour le principe» ?

INFORMATIONS GÉNÉRALES

AFFAIRE DE BROGLIE

RIBEMONT INCULPÉ PAR LE JUGE FLOCH

Détenu depuis le 29 décembre pour «détention d'armes», Patrick Allenet (dit «de Ribemont») a été inculpé vendredi de «complicité d'homicide volontaire» par le juge Floch, alors qu'aucun élément nouveau ne semble avoir été en la possession du juge d'instruction.

Alenet de Ribemont est le PDG de la «Reine Pédauque» et c'est à lui que le prêt de quatre millions opéré sous la protection de de Broglie était revenu. L'existence de ce prêt et celle d'une lettre libérant le débiteur de sa dette en cas de mort du créancier justifiaient l'explication policière donnée lors de la conférence de Poniowski qui mettait nommément en cause de Ribemont. Or, depuis les défenseurs de de Ribemont ont affirmé qu'il y avait en fait trois lettres, et que la dernière excluait le cas de «mort violente». Après son inculpation, de Ribemont a déclaré : «Je pense que je suis inculpé pour justifier certaines paroles (...). Je ne absolument toute participation dans une affaire à qui on veut donner une solution de facilité. Le prince de Broglie était un ami (...) et aussi un correspondant financier dont j'avais la confiance, comme il avait la mienne...». Que Ribemont et Varga l'ancien officier sympathisant OAS qui n'est pas plus reluisant que le financier véreux plus ou moins indicateurs de la police dans différents milieux) aient participé ou non au scénario qui a abouti au meurtre de

de Broglie importe peu.

Par contre, inculpé ou non, il est toujours aussi peu plausible que Ribemont et Varga soient les seuls commanditaires du crime.

Et pourquoi le juge Floch a-t-il attendu si longtemps pour prononcer cette inculpation que l'exposé de Poniowski laissait entendre pour imminente ? Est-ce pour mettre en accord la thèse policière avec la procédure judiciaire, ou pour permettre certaines investigations que le motif d'inculpation précédent ne permettait pas ? Le juge Floch ne répondra probablement pas à ces questions.

Par contre les choses semblent évoluer plus vite dans les milieux de la police. A la 2^e section, des Renseignements Généraux, il paraît qu'on se fait tout petit. Cette section, créée à l'origine pour surveiller les mouvements d'extrême-droite, avait été reconvertie dans la lutte anti-OAS menée par les gaullistes. Certains éléments avaient été infiltrés dans ces milieux, et parmi eux, selon le «Nouvel

Observateur» un certain Varga contacté par le commissaire Boucher, aujourd'hui en retraite. Comme par hasard le policier Simoné est rapatrié d'Algérie, le financier Ribemont, officier pendant la guerre d'Algérie était plutôt pro-OAS et le recruteur Kolkowicz était connu pour ses opinions sionistes et

d'extrême droite. La vase remuée inopinément par l'affaire aurait mis en branle tout ce petit monde et des bruits de vengeance circuleraient. En tout cas les indicateurs de la deuxième section des RG se sont «amis au vert».

E. B.



De Varga et le commissaire Boucher des R.G. lors d'un mariage.

LES DOSSIERS DU JUGE FLOCH

Très sollicité, ce juge Floch, ancien substitut de la justice coloniale au Cameroun. Il avait déjà hérité de l'affaire de l'assassinat de Mme Hervé Giscard d'Estaing, puis de l'affaire Hazan, puis celle de l'enlèvement du PDG Thodorof, du petit Antoine Bonhomme, de la «bavure» sanglante de Fontenay sous Bois (les policiers avaient abattu M. Bapedou, «par erreur d'étage»), du hold-up avec prise d'otages de l'avenue de Breteuil, du meurtre d'un policier par un autre policier, pour une affaire de caisses. Il est aussi chargé de l'affaire de l'exécution de Keykavoussi, agent de la SAVAK (c'est sur ordre du parquet que Takbiri est toujours détenu). Cela fait beaucoup, et, comme par hasard cela fait le tour de toutes les affaires «génantes» pour le pouvoir qu'un juge d'instruction parisien pourrait avoir à traiter.

Légumes

EN UN AN, LES PRIX ONT PLUS QUE DOUBLÉS

Suite de la page 1

De surcroît, s'il est incontestable qu'il y a une légère baisse sur plusieurs légumes (de 10 à 40 %), les prix sont loin d'être revenus à leur niveau des premières semaines de 76. Les carottes restent à 2,90 F alors qu'elles étaient 12 mois auparavant à 0,60 F, soit près de 400 % de hausse ! Les poireaux ont subi une hausse de 100 % de même que les choux fleurs. Idem pour les endives, les laitues, les épinards... Pendant le même temps, la presse prend pour cible les cultivateurs qui se sont opposés physiquement à l'importation de salades espagnoles. Faire retomber la responsabilité de la hausse sur les petits producteurs est un procédé de division, auquel on essaye de nous habituer depuis longtemps.

Ce que le gouvernement tait, c'est l'argent empoché par les intermédiaires, les 7 % de TVA qu'il empoche, lui-même, le détournement de la production maraîchère par les gros importateurs allemands faisant fonctionner le marché commun au détriment des petits producteurs et des travailleurs des villes.

D'un côté, il y a spéculation (les exportations font chuter l'offre en France), de l'autre, le pouvoir cherche à importer pour faire tomber les cours. On pourrait parler d'une anarchie parfaite, si l'en amble du système n'était pas fait pour remplir toujours les mêmes poches...

P. PUJOL

Affaire Thodorof

UNE NOUVELLE ARRESTATION

Une douzième personne a été arrêtée à la suite de l'enlèvement de Guy Thodorof, PDG de Volvo France, il y a près d'un an. Il s'agit de Marcel Larchant, entrepreneur, dont le frère est en prison depuis juin 76 pour la même raison, avait oublié de poser la vignette de sa voiture sur son pare-brise, et c'est un «contrôle de routine» qui l'a fait appréhender.

L'affaire Thodorof est pour le moins étrange. Le PDG en question avait été enlevé à la sortie de son ascenseur par des hommes parissant avec aisance la paire de menottes et emme-

né dans une camionnette. Son père avait expliqué à ce moment qu'il ne fallait pas s'inquiéter, que tout allait s'arranger. Effectivement, quelques jours plus tard, le PDG était libéré, et l'on apprenait qu'une très forte rançon avait été versée. Guy Thodorof, la «victime», affirme qu'il veut oublier cette affaire, et qu'il est incapable de reconnaître le lieu où il a été séquestré, ni ses ravisseurs...

On se souvient qu'une autre affaire d'enlèvement de PDG, celui de Louis Hazan, était en étroite relation avec les besoins pécuriaires des milieux d'extrême-droite.

Strasbourg

MANIFESTATION CONTRE LA CONVENTION EUROPÉENNE ANTI-TERRORISTE

Samedi, a eu lieu à Strasbourg une manifestation contre la convention européenne anti-terroriste et contre l'extradition de Deetlev Schultz. D. Schultz est un militant politique allemand, soupçonné par la police fédérale allemande d'avoir participé à l'attaque de l'ambassade d'Allemagne à Stockholm en 1974, et d'avoir tué un policier en mai 1975. (A noter qu'à ce jour, la police fédérale allemande a été incapable d'étayer ses accusations).

Recherché en Allemagne, ce militant s'est réfugié à Strasbourg où il a été arrêté par la police à la suite du vol d'un sac à main. Pour ce vol, il a purgé une peine de six mois, la police de Poniowski ayant informé la RFA de cette arrestation, le gouvernement allemand, en vertu de la loi anti-terroriste, européenne, demande l'ex-

tradition de Schultz.

Si cette extradition avait lieu, il est évident que le sort de Schultz serait comparable en Allemagne à celui de nombreux militants de la Rote Armee Fraction. C'est contre cette menace d'extradition, qu'ont protesté les manifestants, ainsi que pour l'abrogation de la convention anti-terroriste européenne, qui non seulement annihile l'asile politique en Europe, mais vise à mettre en place une Europe des polices contre les révolutionnaires et les travailleurs.

— Non à l'extradition de Deetlev Schultz !
— Abrogation de la convention anti-terroriste européenne !
— Non à l'Europe des polices !

Correspondant Strasbourg

TRAITE DES BLANCHES POUR LA LÉGION ÉTRANGÈRE DE CALVI

Le «gang des Lyonnais» et la légion étrangère de Corse n'ont décidément pas fini de faire parler d'eux. Une instruction vient d'être ouverte à Marseille au sujet d'un réseau de «traite des blanches» qui conduisait proxénètes et prostituées de Lyon en Belgique puis vers la caserne de la légion étrangère à Calvi, où est basé le 2^e régiment étranger de parachutistes. Une des victimes de ce réseau, Noëlle Cerf, a fait d'importantes révélations. Elle aurait été recrutée dans un cabaret de Chalon-sur-Saône, géré par le neveu du... préfet du Rhône !

Machetti, un proxénète bien connu pour son appartenance au «gang des Lyonnais», l'aurait battue et séquestrée pour l'obliger à «travailler» à Mons en Belgique. Elle réussissait à se cacher dans la région de Dijon. Marchetti la retrouvait, la plaçait à Pont Royal, une officine du milieu Lyonnais puis l'expédiait pour deux ans en Corse. «Les sentinelles en armes m'empêchaient de m'évader de la caserne... Pour payer, les légionnaires avaient des jetons qu'ils se procuraient au foyer. La légion prélevait sa dime sur les profits des proxénètes» ! La comptabilité de Marchetti et de la tenancière, d'Orsini, établit la preuve qu'il s'agissait d'un véritable réseau de traite des blanches. On y lit : Viviane 15 000 F ; Noëlle 45 000 F, etc. Ce sont les sommes fournies aux proxénètes pour fournir la caserne en filles. La question qui est posée est de savoir d'où venait l'argent. L'avocat des proxénètes laisse entendre qu'il aurait pu être fourni par le colonel comman-

dant du régiment de la légion... Les investigations sont loin d'être terminées et l'affaire suit son cours chez Pierre Michel, juge d'instruction à Marseille. Le premier coup de filet qui a permis d'entendre des proxénètes de Lyon, Marseille, Nice, l'Isle-sur-Sorgue (Vaucluse) ne pourrait concerner que la partie visible de l'iceberg. Un vaste réseau qui alimentait le «pouf» de la caserne de Calvi, pompeusement rebaptisé «Centre Culturel» ! Il se dit même que le scandale pourrait concerner d'autres casernes de la légion et des personnages importants qui servaient de couverture pourraient être impliqués.

La caserne de Calvi, est forte de 1 200 hommes. Elle est tristement célèbre dans la région. La ville de Calvi prend, de l'avis de ses habitants, l'allure d'une ville coloniale occupée, du fait des multiples jeeps de police militaire roulant en tous sens à la recherche de déserteurs. Il y a peu de temps encore, la légion s'est «illus-



trée» aux alentours de Calvi du côté du village d'Algalola : plusieurs femmes ont été violées, un meurtre aurait même été commis !

L'affaire qui vient d'être révélée par le juge de Marseille est révélatrice de la situation qui est faite à la Corse par le pouvoir : oppression d'allure coloniale,

exactions militaires, coups de main. Du «gang des Lyonnais» aux milieux officiels ou militaires, il n'y a décidément pas bien loin. Après l'affaire de Broglie, la censure du «Shérif» par le SAC, l'affaire de Calvi révèle, une fois de plus les dessous sordides du pouvoir giscardien.

Timor

UNE NOUVELLE ÉTAPE DANS LA LUTTE DU FRETILIN

Selon un communiqué du Fretilin rendu public le 13 janvier à Maputo, capitale du Mozambique, les combattants du Front Révolutionnaire pour l'Indépendance de Timor Oriental ont pris 2 villages, Remexio et Tibar, situés à quelques kilomètres seulement de la capitale du territoire occupé par l'Indonésie, Dili. Au cours de la 1^{re} semaine de janvier les troupes du Fretilin ont mis hors de combat plus d'une centaine de soldats des forces d'invasion indonésiennes, qui se livrent à une répression atroce sur la population de Timor Oriental.

Ancienne colonie portugaise qui a conquis son indépendance en septembre

75, après plusieurs années de lutte, la partie orientale de l'île de Timor a été envahie par les troupes du régime fasciste indonésien, en liaison avec l'impérialisme US, alors que la République démocratique venait d'être proclamée. Cette invasion s'est accompagnée du massacre de plus de 80 000 personnes, sur les 600 000 habitants que compte la République de Timor.

Mais les troupes d'invasion ont trouvé en face d'elles une population mobilisée, organisée par le Fretilin qui contrôle plus de 90 % du territoire : alors que la majorité de la population vit en brousse, les fascistes indonésiens se

sont installés dans la capitale, Dili, et dans quelques villes du nord, où par l'intermédiaire d'une « Association populaire démocratique » à leur solde, ils ont installé un gouvernement fantoche qui s'est prononcé pour l'intégration. Mais, condamné par l'ONU, désavoué par la population de Timor unanime, ce « gouvernement » n'a jamais pu s'imposer contre la lutte des masses paysannes et des villes qui ont rejoint en masse le Fretilin. Depuis l'invasion, celui-ci poursuit avec succès sa lutte armée pour la libération complète de son territoire ; les récents combats montrent que cette lutte est entrée dans une étape nouvelle et peut-être décisive.

RENCONTRE HUSSEIN-SADATE EN EGYPTE

Jeudi dernier, Hussein de Jordanie est arrivé en Egypte à l'invitation de Sadate pour discuter de la situation du Proche-Orient. Les discussions ont porté essentiellement sur les liens entre l'OLP et la Jordanie, sur la Conférence de Genève, sur l'Etat palestinien fantôme de Cisjordanie et Gaza et sur les liens entre les différents pays confrontés à l'Etat sioniste.

D'après les déclarations jordaniennes, il semble que la Jordanie est prête à reconnaître l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien. Mais pendant le sommet de Rabat de 74, la Jordanie avait pris la même position, qu'elle a aussitôt rejetée lorsque la Syrie a déclenché sa guerre contre la Résistance. Actuellement, la Jordanie s'incline de nouveau car les événements ont

prouvé qu'aucune « solution » n'est possible sans l'OLP, ce qui est d'ailleurs la position de l'Egypte. Après la rencontre de Sadate-Assad de Syrie en décembre dernier, le chef d'Etat égyptien cherche à faire renoncer la Jordanie à la Cisjordanie pour créer les conditions favorables pour la Conférence de Genève. Mais une concession est faite à l'alliance syro-jordanienne : l'Etat fantôme qui serait créé aurait des liens avec la Jordanie, ce qui, pour le moment, semble satisfaire la Jordanie.

Toutes ces rencontres actuelles en Egypte visent un même but : faire pression sur l'OLP pour l'amener à la Conférence de Genève, lui faire reconnaître l'Etat sioniste. L'Egypte joue un rôle important dans ces pressions : il y a une semaine, des rencontres importantes ont eu lieu avec des Soviétiques et Sadate reçoit le 20 janvier Tito pour la même préoccupation.

● L'ANCIEN MAIRE DE HEBRON RECONNAIT L'OLP COMME REPRÉSENTANT DES PALESTINIENS

De retour d'un voyage de 15 jours en Jordanie, l'ancien maire de Hebron (Al Khalil), le cheik Jaabari, a déclaré reconnaître que l'OLP était bien le représentant des Palestiniens.

● ANGLETERRE : Alors que les syndicats britanniques avaient décidé un boycott des liaisons avec l'Etat raciste d'Afrique du Sud pour une durée de huit jours à partir de dimanche, dans les postes, les transports, la marine, et qu'une participation des dockers à l'action était attendue, les tribunaux ont décidé, samedi, que ce boycott, dont l'un des buts est de protester contre le maintien en prison de nombreux syndicalistes en Afrique du Sud, était illégal. Les directions syndicales se seraient inclinées.

Afrique du Sud

A L'ÉCOLE DE L'IMPÉRIALISME

Young, futur ambassadeur à l'ONU de Carter, d'origine africaine a déclaré qu'il allait proposer que des Noirs d'Afrique du Sud soient formés aux États-Unis « pour être préparés au pouvoir ». Il a également dit que le gouvernement de Carter pourrait financer un journal pour les Noirs en Afrique du Sud. Mais il a affirmé que les investissements américains en Afrique du Sud ne cesseraient pas.

C'est la dernière intervention de l'impérialisme US pour éviter la chute du pouvoir raciste en Afrique Australe. Sa proposition,

bien qu'énoncée par un Noir, entre dans la logique raciste : si les Noirs sont opprimés, c'est qu'ils ne sont pas assez « évolués » ; or, comment mieux les « former » qu'en les envoyant faire des études aux États-Unis ? Face à la montée de la lutte du peuple d'Afrique du Sud et aux menaces d'intervention soviétique, l'impérialisme américain voudrait former lui-même une « élite intellectuelle » destinée à devenir des fantoches de l'impérialisme. Mais les peuples d'Afrique Australe, quand ils exigent le pouvoir noir ne veulent pas

de la « société multiraciale » USA, que va leur proposer ni des politiciens « made in Carter.

CARTER VEUT RÉGLER LE CONFLIT DE CHYPRE

Carter serait décidé à faire de nouvelles propositions pour hâter la résolution du conflit de Chypre dans les premières semaines suivant son arrivée officielle à la présidence. Il s'agit notamment de la demande du congrès, de relancer les négociations entre les communautés grecque et turque de l'île, et entre la Grèce et la Turquie. D'autre part, la question de Chypre sera abordée au cours du voyage de Walter Mondale vice président des USA, en Europe, à partir du 23 janvier. Selon Cyrus Vance, une mission d'enquête pourrait être nommée pour se rendre en Grèce, en Turquie et à Chypre, afin de permettre de nouvelles initiatives US.

ARRESTATIONS EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Deux signataires de la « Charte 77 », ont été arrêtés et inculpés par la police tchécoslovaque. Il s'agit de Jiri Lederer, journaliste, dont le domicile a été méthodiquement fouillé, et de Vaclav Havel l'un des porte-parole des signataires. D'autre part, « l'enquête » ouverte après la publication de la Charte a donné lieu à de nombreuses interpellations.

L'écrivain dramatique Pavel Kohout a reçu l'ordre de quitter son appartement

sous prétexte que des diplomates étrangers en auraient un urgent besoin. Son téléphone a été coupé.

La campagne de presse historique lancée contre les signataires de la Charte 77 pour justifier la répression qui s'abat maintenant continue, « Rude Pravda », les accuse samedi d'être vendus aux services secrets ouest-allemands et précise que « la diffusion de textes hostiles à l'Etat est une activité antisociale à la loi ».

CARNET DE VOYAGE D'UN CHEMINOT L'ANGLETERRE DANS LA CRISE -2

Dès 1974, les cheminots anglais se mettaient en grève contre la conduite à agent seul : la construction d'un nouveau train rapide intervilles (genre turbo-train), servait de prétexte à la British Railways pour supprimer un des deux agents de conduite nécessaires pour la mise en œuvre du vieux matériel. De même, les agents qui sont chargés de fermer les portes à chaque départ sont directement menacés dans leur emploi par toute la prétendue modernisation, comme celle contre laquelle ont combattu les cheminots, modernisation qui signifie à la fois aggravation des conditions de travail et licenciements.

Pour l'instant, la bourgeoisie anglaise s'est montrée incapable de mettre réellement en action ses projets, à cause de « la situation économique défavorable ».

LONDRES, UNE VILLE FIGÉE

En dehors du centre commercial et financier, il y a eu

peu de travaux ces dernières années (gare de Euston, tour des postes...). Cette ville ressemble plutôt aux villes du Nord de la France que le capitalisme a délaissées : peu de chantiers, boutiques avec devantures en bois, peu d'illuminations de magasins.

La tristesse des quartiers populaires, qui ressemblent à d'immenses corons, renforce cette impression générale.

Dans le centre de la capitale, une énorme tour baptisée Center Point (point central) construite il y a deux ans pour « le prestige de la nation », cette tour ultra moderne est en fait un symbole d'absurdité : elle est entièrement vide.

Le gouvernement a décrété dernièrement l'obligation de la proposer à la location, et un grand panneau « à louer » est apposé à sa base. Il semble que le prix ait pour l'instant rebuté les locataires éventuels !

LE CAPITALISME DE LIBRE ENTREPRISE : UNE PLACE NON NÉGLIGEABLE DANS L'ÉCONOMIE ANGLAISE

Londres est un centre financier, une capitale administrative où travaillent un très grand nombre de fonctionnaires et d'employés de bureau. Mais ce n'est pas une grande ville industrielle, proportionnellement à sa taille.

En fait, à part dans le nord-est, où se trouvent concentrées les principales usines, dont Ford à Dagenham avec plus de 10 000 ouvriers et plusieurs centrales thermiques importantes, et quelques usines de 2000 à 3000 ouvriers dans le sud-est (cimenteries, papeteries, industries chimiques), l'agglomération de Londres n'impressionne pas par la succession de hautes cheminées et de longs murs noirs.

Par contre, on s'aperçoit rapidement en discutant dans les bus, dans les « pubs » (cafés anglais) ou en longeant la Tamise qu'il existe un nombre relative-

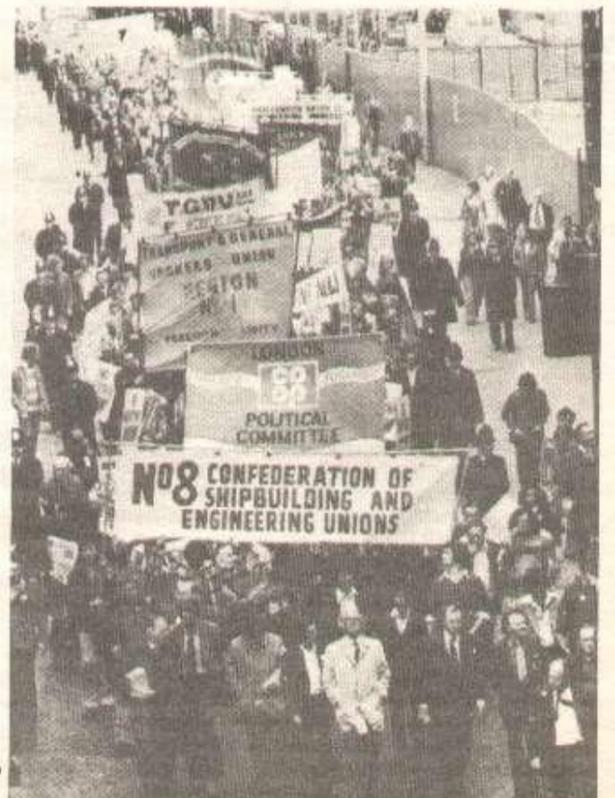
ment important de petites entreprises employant de 10 à 30 ouvriers. Principalement dans la mécanique, l'électricité, la menuiserie.

Le parti libéral puise encore beaucoup parmi ces petits « chefs d'entreprise ». J'ai rencontré l'un d'eux : il dirige avec deux copains une compagnie privée de...remorqueurs ! Ils ont emprunté pour acheter trois remorqueurs à vapeur et un « steamer » à roues à aube ; en faisant tourner deux bateaux qu'ils ont retapés, ils amassent les fonds qui leur permettent de réparer les deux autres. Ils possèdent maintenant un siège qui consiste principalement en un vieux téléphone et un vieux bureau, dans une vieille baraque en bois. L'équipage est recruté sur place par petites annonces. Il paraît que ça marche !

Un autre avait lancé il y a quatre ans une fabrique de vélos de cirque. Petit à petit, il a réussi à faire tourner une entreprise de 12 ouvriers et 2 secrétaires. Fina-

lement, par manque de crédits l'affaire est tombée à

l'eau. Il s'est reconverti dans la vente de tronçonneuses !



(à suivre)

INTERNATIONAL

revues des
peuples du mondeALLEMAGNE DE L'OUEST :
UN PROCÈS EN PRÉPARATION
CONTRE UN AVOCAT

Une brochure vient d'être publiée en français à propos du procès de l'avocat Groenewold, défenseur des membres de la Fraction Armée Rouge, accusé d'avoir maintenu des liens avec des membres de l'organisation entre eux en effectuant ses démarches d'avocat. La brochure souligne qu'une tendance contre l'avocat aurait des conséquences importantes :

«*Légitimation de la destruction de la défense dans le procès de Stuttgart contre les prisonniers appartenant à la RAF*

«*Légitimation des lois anti-terreur qui réduisent les droits de la défense dans les procès politiques.*

«*Justification des mesures exceptionnelles prises à l'encontre des prisonniers politiques en Allemagne fédérale.*

«*Criminalisation et intimidation de tous les autres avocats engagés dans les procédures politiques.*

Concernant la nature même des charges contre l'avocat Groenewold, la brochure note : «*Le tribunal supérieur de Stuttgart sait donc que les défenseurs n'ont pas commis d'actes condamnables par la loi. Ce n'est qu'en fabriquant un plan global attribué à la RAF, dans lequel ils inscrivent les démarches de la défense qu'il devient possible de qualifier cette activité de soutien condamnable par la loi.*

DES ENFANTS UTILISÉS
COMME INDICATEURS

Service d'Information Républicain Irlandais, revue d'information des patriotes irlandais, rapporte une conférence de presse du parti Sinn Féin à Belfast. Trois jeunes de 15 ans de la région de Belfast ont rapporté avoir été menacés de diverses représailles s'ils ne donnaient pas les noms de membres de l'IRA provisoire, des détails sur les caches d'armes, et des adresses suspectes. En échange ils ont reçu de l'argent.

Le même bulletin rapporte des extraits du rapport des services de l'armée britannique sur l'état d'esprit des troupes d'occupation «*un nombre alarmant de familles sont brisées par la tension... Les soldats et leurs épouses se disputent entre eux... s'occupent mal de leurs enfants... Les officiers de carrière prennent le même chemin.*» Le moral se dégrade !

LA SITUATION DES «PRISONNIERS
DE GUERRE»

Le 6 janvier, cette revue portait largement sur la situation des prisonniers de Port Laoise, au sud de Dublin. Les visites sont limitées à un jour par semaine pour trente prisonniers seulement si bien que des parents venus de Belfast peuvent repartir sans avoir vu leurs enfants. Les prisonniers ne sortent de leur cellule qu'une heure et demie par jour. Les cellules d'isolement sont nombreuses. «*Le prisonnier n'a droit ni aux cigarettes, ni au nécessaire pour écrire, ni aux visites, ni aux lettres... L'isolement est complet. Cette peine est infligée parfois pour plus d'un mois à certains prisonniers qui ont résisté aux fouilles humiliantes pendant lesquelles ils doivent se déshabiller.*»

LES CONDITIONS S'AGGRAVENT
DANS LES PRISONS ESPAGNOLES

Askatasuna, revue de soutien au peuple basque, donnait un communiqué de l'ETA militaire et de l'ETA politique dans lequel les deux organisations affirment «*n'avoir participé en rien à l'enlèvement de Oriol*»

Par ailleurs la même revue dénonce les conditions dans la prison de Carthagène. «*La répression dans les prisons empire de jour en jour*», dit la revue. «*On a placé dans la galerie où vivent les prisonniers politiques et qui fait 15 à 17 mètres de long un gardien qui leur interdit de parler en euskera (basque). Le directeur prétend qu'il ne peut surveiller les prisonniers si ceux-ci parlent en euskera.*» A la prison de Zamora «*toutes les langues sont interdites à l'exception bien entendu du Castillan. Il y a quelques mois les langues de toutes les nationalités étaient autorisées.*» A Carthagène «*les sanctions pleuvent et sont très lourdes : Zabalo a eu 80 jours pour avoir provoqué un gardien en étudiant... Béguil Ristain a eu également 80 jours pour une prétendue faute.*

LE COURRIER DU VIETNAM

Le Courrier du Vietnam est entièrement consacré au rapport politique prononcé par Lê Duan au cours du quatrième congrès du Parti des Travailleurs du Vietnam, devenu Parti Communiste Vietnamien à l'issue du congrès.

PAYS-BASQUE

● Martin Villa justifie l'état de siège.
● Le mouvement des notables se durcit

Le ministre de l'intérieur, Martin Villa a effectué une visite officielle au Pays Basque. Recevant les conseillers municipaux, il n'a apporté aucune réponse satisfaisante aux questions des notables qui se faisait dans une certaine mesure l'écho du mouvement populaire. Il a indiqué notamment aux représentants de la mairie de Pampelune que la co-officialité de «l'Euskera» (la langue basque) pourrait être appliquée «*dans certains endroits mais pas d'autres*», d'autre part, que la légalisation de «l'Ikurrin» (drapeau basque) ne pourrait être envisagée que si elle ne conduisait pas à déplacer le

«*drapeau national*» (c'est à dire celui de la monarchie espagnole) et que de toutes façons c'était une mesure qui ne pourrait être prise que par les futures Cortes. Ces deux revendications, pour être bien en deçà des objectifs globaux du peuple basque lui tiennent particulièrement à cœur et contiennent en elles-mêmes la reconnaissance de fait de l'existence de la nation basque et de l'unité de ses 7 provinces.

Sur l'amnistie, le ministre s'est borné à rappeler que le gouvernement «*étudie activement cette question*». Plus encore, en répondant

aux notables qui lui demandaient de mettre fin aux exactions de la police, il a justifié l'état de siège en affirmant qu'il continuerait à intervenir contre toute «*atteinte à l'ordre public*».

En présence d'un mouvement de masse comme celui qui mobilise tout le peuple basque, aucun conseiller municipal, même non élu au suffrage universel comme c'est le cas ici ne saurait admettre sans être déconsidéré complètement les exactions continuelles de la police fasciste. A diverses occasions, des municipalités entières ont été amenées à démissionner pour protester

contre la répression, cela a été notamment le cas à Fontarrabie et à Montejurra. 40 municipalités ont même annoncé qu'elles s'y rendraient «*en corporation*», avec leurs insignes et leurs bannières.

Malgré les limites qu'il comporte et dont la plupart de gens sont conscients, ce mouvement compte avec le soutien du peuple basque et de la totalité des organisations antifascistes.

D'autre part, selon une personnalité basque, Suarez aurait déclaré qu'aucun prisonnier politique basque ne serait plus incarcéré pour Pâques (le jour de la Patrie basque). Par ailleurs, Carvalho, militant CNT a été libéré vendredi après 10 ans de prison. Ces faits semblent confirmer que le gouvernement procédera progressivement à la libération de tous les prisonniers politiques pour les élections sans pour autant accorder une véritable amnistie effaçant le délit reproché aux antifascistes.

● VALENCIA :

«*Une journée de lutte, convoquée vendredi à Valence autour des ouvriers du bâtiment a réuni de nombreux manifestants. La police est intervenue brutalement et des affrontements se sont prolongés jusqu'à dix heures du soir.*

BREJNEV
ET LA DÉTENTE

Inaugurant le «Forum mondial des forces pacifiques» réuni dans la salle des conférences du Comecon, Brejnev s'est félicité des progrès effectués au cours des dernières années par la «*détente*» et la «*coexistence pacifique*», soulignant que «*le développement ultérieur de la détente est menacé par la course aux armements qui se poursuit et même se renforce*» et que cette course aux armements «*constitue par elle-même une dépense inutile de richesses matérielles et spirituelles dont l'humanité a tant besoin*». Selon Brejnev, l'URSS serait disposée à examiner avec «*respect et attention*» toutes les propositions constructives pour transformer la détente «*en un processus authentiquement universel, authentiquement irréversible*».

Mais qui donc aujourd'hui menace la paix, sinon l'URSS elle-même, qui ne cesse de renforcer son potentiel militaire, qui dispose des troupes les plus importantes en Europe et consacre à la course aux armements une part sans cesse croissante de son budget ? Plus l'URSS multiplie les déclarations en faveur de la paix, et plus elle se prépare fébrilement à la guerre, faisant peser une menace de plus en plus lourde sur les peuples.

L'EXPLOSION DU MÉTRO
DE MOSCOU
Une provocation ?

Dans un texte remis à la presse vendredi, M. Sakharov dénonce l'utilisation de l'explosion du métro de Moscou par les autorités pour compromettre toute opposition au régime de Brejnev. «*Je ne peux pas m'ôter de l'esprit, a-t-il déclaré par ailleurs, que l'explosion du métro de Moscou et les morts tragiques qui en ont été la conséquence sont la dernière et plus dangereuse provocation des organes de répression depuis ces dernières années.*

POLOGNE
Plusieurs ouvriers
de Radom ont vu
leur peine confirmée

Un procès en révision qui s'est déroulé le 14 janvier à Varsovie a conduit à la libération de l'un des 6 ouvriers accusés d'avoir participé à l'incendie de la maison du parti à Radom, lors des manifestations contre la hausse des prix le 25 juin dernier. Trois autres ont vu leurs peines réduites mais devant passer un an et demi à trois ans et demi en prison. Deux des accusés restent condamnés à 8 et 9 ans de prison. Rappelons que lors de leur procès, la plupart des ouvriers arrêtés à la suite de ces manifestations ont déclaré avoir été les victimes de sévices. Aux avocats des 6 qui déclaraient que le procès avait été monté de toute pièce, le président de la cour suprême a répondu qu'il «*confondait ouvriers et auteurs des excès, portant ainsi préjudice à la cause de la classe ouvrière.*

En bref...

● LE PILOTE DU MIG 25 EST UNE MINE POUR LA CIA : Le pilote soviétique qui avait livré un MIG 25 est de nouveau réapparu après un stage prolongé dans les locaux des services de renseignements américains : «*C'est une mine d'or pour les informations techniques, tactiques, et opérationnelles sur l'aviation soviétique*» a déclaré un officier de renseignement américain.

● TENTATIVE DE COUP D'ETAT AU BENIN ? : Des «*mercenaires*» de nationalité encore inconnue auraient débarqué hier matin en DC 8 dans la capitale du Bénin, provoquant de violents affrontements avec l'armée du pays. Les combats se seraient poursuivis toute la journée, cependant que la radio diffusait aux «*militants et militantes*» des appels à la résistance. Selon les dernières informations, l'ordre habituel serait rétabli et les «*mercenaires*» en fuite, mais la situation demeure confuse.

FONCTION PUBLIQUE

LES CONTRATS DANS LA CRISE

Enquête de Stéphane RAYNAL

3

SNCF : NE PAS LAISSER DÉVOYER LA «BATAILLE DES CONTRATS» !



Les mouvements menés depuis cet affrontement de mars-avril 76 n'ont été qu'autant d'assauts contre les «contrats de misère et de division», chez les roulants, les agents de train ou les agents de manœuvre des triages. Mais rien n'abouti du fait des manœuvres successives des Agents de Conduite Autonomes et la politique conciliatrice des directions syndicales CGT comme CFDT (dénoncent les «signataires» mais organisent le sur-place syndical et la cassure de tout mouvement de lutte conséquent des cheminots) ! Aujourd'hui, pour faire masse contre Barre, les dirigeants révisionnistes et réformistes au sein de la CGT et de la CFDT n'ont rien trouvé de mieux que de vouloir effacer les profondes coupures avec ceux qui ont été l'instrument privilégié de la bourgeoisie dans ses tentatives d'intégration et de «paix sociale» au chemin de fer, ceux dont les cheminots disaient en plaisantant à la veille de chaque négociation qu'ils «attendent les contrats le petit doigt sur la couture du pantalon et le stylo à la main» !

Autant l'aspiration des cheminots à un front commun de lutte contre le plan Barre et la crise est profonde et justifiée, autant sa traduction bureaucratique en un artificiel «front syndical» avec les «frotteurs de carottes de Matignon» (que dénonçait il n'y a pas si longtemps encore Ségué) est dangereuse. C'est la porte ouverte à une bataille sur les Contrats bien différente de celle à laquelle aspirent les travailleurs pour défendre authentiquement leur pouvoir d'achat, faire échec à l'érosion de l'emploi et améliorer les conditions de travail... On sait bien que les propos de FO sont essentiellement d'obtenir de «bons contrats» et la FGAAC des «mesures catégorielles substantielles», car tout ce beau monde entend défendre contre l'intransigeance de Barre, estimée «outrancière», une politique contractuelle en péril. Le terrain est glissant ; le mouvement de mécontentement contre la politique d'austérité risque de s'y perdre au profit d'une «défense unitaire du service public», dans laquelle les travailleurs ne trouveraient guère leur compte.

DÉFENDRE LES CHEMINOTS OU LE «SERVICE PUBLIC ?»

Le P«C»F, par contre, qui relance une offensive (orchestrée par Fitermann à l'occasion d'un récent Colloque) sur les Entreprises Publiques et Nationalisées, trouve dans ce thème l'occasion de défendre et illustrer son projet capitaliste d'Etat... Sur une telle lancée où peut-on donc aller ? Les 7 organisations syndicales

La politique contractuelle à la SNCF a déjà subi plus d'un revers. La coupure était profonde jusqu'à récemment entre CGT-CFDT et ceux que les cheminots appelaient sans plus de détail : «les signataires» (FO, CFTC, CGC, et les organisations corporatives des maîtrises et cadres -FMC- et roulants -FGAAC- autonomes)... Ceux qui acceptaient et défendaient les Contrats de Progrès ont été désavoués aux dernières élections professionnelles en date (1975) : les cheminots en votant CGT ou CFDT ont condamné sans appel la politique contractuelle. Et l'an dernier, en manifestant devant la direction générale comme en occupant les triages et dépôts, les travailleurs du rail ont confirmé s'il en était besoin leur refus du blocage des salaires, de la chute organisée des effectifs...

réunies pour l'occasion en sont à écrire à Fourcade (sous-ministre des Transports et de l'Équipement) pour dénoncer ses appels à des «efforts de saine gestion ou de compression du déficit à faire dans certaines entreprises nationales» comme tentative pour «jeter le des entreprises nationales»

et non pas comme le pendant direct des injonctions de Durafour en faveur des «compressions de personnel et blocage des salaires (lettre de CGT, CFDT, FO, FMC, FGAAC, CGC du 20/12/76).

Bien pire, dans ce même courrier, le soi-disant «front syndical» d'un nouveau gen-

re s'en prend au «refus de tout réajustement tarifaire possible» de la part du gouvernement, rejoignant en cela le point de vue du directeur général de la SNCF (exprimé notamment dans «La vie du rail» du 2 janvier ou encore «Le Monde» du 13 janvier) en faveur d'un «nouvel équilibre financier» et de «l'égalisation des conditions de concurrence, clés d'une organisation optimale du marché des transports»... Une conférence de presse et un dossier commun des 7 organisations remis le 13 janvier ont encore repris longuement les trompettes de la «défense du service public» et regretté que «la sous-tarifification continue à hypothéquer l'avenir et à péjorer une qualité du service qui a fait jadis le renom de la SNCF et va maintenant en se dégradant» !

N'en déplaise à certains dirigeants fédéraux CGT et CFDT pour la plupart cadres ou maîtrises à la SNCF qui semblent ne guère tenir à cet éclairage de classe sur leurs orientations, il est à remarquer combien ces propos de boutique, corporatistes et attachés au rendement du service, ressemblent au «l'Information» P (comme Personnel) que diffuse la direction pour appeler les cheminots à la productivité !

Qu'est-ce que cela sera après 78 ? Il y a tout lieu de s'interroger : dévoyer de la sorte la bataille que réclament les cheminots pour «faire sauter les barrières salariales» sur cette «bataille du rail» de mauvais aloi, ce serait en fait, ne plus laisser libre que la voie électorale du soutien à la gauche dans les municipales et

désertier le front de lutte contre Barre et la crise, travaillant ainsi contre les travailleurs dans le sens des projets bourgeois de «gestion démocratique».

Contre cette «unité pour la défense du service public», c'est à l'unification des luttes de la Fonction Publique, à la concrétisation d'un rapport de forces à la SNCF que militent dans leurs dépôts, gares, triages et entretiens les cheminots révolutionnaires ceux qui veulent faire échec aux «contrats de misère» !

Voilà ce qui sera en jeu autour des négociations du 20 janvier. L'appel CGT-CFDT à l'action pour le 26 janvier devrait permettre aux cheminots de continuer le débat sur le terrain, dans les «chantiers» et services, mais aussi dans la rue !

Interview d'un responsable cheminot de la Région Parisienne CFDT



—Quotidien du Peuple : Va-t-on vers une «bataille des contrats» à la SNCF ? Où en est-on après le 7 octobre, au seuil des négociations salariales 77 ?

—R. (cheminot CFDT) : Depuis le 7 octobre, le mécontentement est là, mais chez les cheminots, il ne s'est pas encore exprimé nettement ! Par exemple, à Juvisy-Rungis où il y a un syndicat CFDT dynamique et bien implanté (à égalité avec la CGT) et des militants actifs, combatifs, la mort de cinq camarades de travail dans un accident n'a quand même pas permis une réplique d'ampleur sur la sécurité. Il y a eu de la colère, mais qui n'a pas vraiment abouti dans l'action, malgré un bon noyau et un fonctionnement valable des structures. Le problème de la construction du rapport de force se pose partout aujourd'hui ! Il est vrai qu'il faut compter là-dedans le fait que la CGT, malgré ses grandes déclarations enflammées dans «L'Humanité», ne pousse pas tellement à un développement de grandes actions...

—QdP : C'est exact, mais la Confédération CFDT, quant à elle, vient de se déclarer hostile aux

«appels à des grèves illimitées illusoires» et n'estime pas venu «le moment des coordinations et des initiatives d'ensemble». La seule perspective serait d'«effriter la résistance adverse». Alors, comment vont se situer les cheminots ?

—R : C'est vrai qu'il faut partir de l'entreprise pour construire le rapport de force et qu'on ne coordonne que ce qui existe. Pour cela, il faut que les militants catalysent le mécontentement latent et l'amène à s'exprimer... Mais pour nous cheminots, il s'agit d'aller, contre les blocages du pouvoir, vers une action d'ampleur. Nous serons partie prenante de l'action Fonction Publique ! Au niveau parisien, nous avons fait connaître à l'Union Régionale que les cheminots prendraient leurs responsabilités pour toute plate-forme unitaire de lutte comme pour toute action commune et la coordination dans la Fonction Publique et Nationalisée. On souhaite que ça débouche au niveau Fédéral et Confédéral, par contre ! Entre temps, ce qu'on dit aux camarades, c'est «créer le rapport de force au niveau de l'entreprise, avec des formes d'action qui fassent mal, mais qui

nous coûtent le moins possible». Car il y a une dynamique à enclencher. Mais ce qui compte, c'est la bataille d'ensemble possible : ou bien le gouvernement et la SNCF font traîner les négociations (qui commencent le 20 janvier) et les cinq organisations signataires des précédents contrats (FO, CFTC, FMC, FGAAC, CGC) risquent de considérer que ça peut «avancer» et lâcher du lest ; ou bien c'est le blocage tout net !

Dans ce cas, la bagarre devient une offensive globale, politique, contre l'austérité et le blocage des salaires. Face à la fermeté gouvernementale qui remet en cause jusqu'aux miettes des précédents contrats, une unité est possible. Contre la liquidation des lignes et des emplois, le fait que tout nouveau contrat voudrait faire payer aux cheminots toute la note (en productivité) on peut mobiliser les sept organisations syndicales (anciennes signataires et CGT-CFDT) pour la «défense du service public» (c'est le sens de la conférence de presse commune tenue par les Fédérations le 13 janvier à l'hôtel Scribe). Les propositions ridicules de la direction en Commission Mixte du Statut le 6 janvier (reclassement et réajustements

de carrière pour 500 cheminots des anciennes échelles 5,7 et 9 sur toute la France !) vont plutôt dans le sens du blocage et donc d'un affrontement glissant sur le terrain politique.

—QdP : Entre la fin de la grève des Caisses d'Épargne et la proximité des municipales, la mobilisation dans la Fonction Publique rencontre sans doute quelques problèmes, comment vois-tu leur résolution ?

—R : La fin de la grève de la Caisse d'Épargne a été exploitée à fond par la bourgeoisie. Mais ça joue sans doute plus dans le privé que chez nous. Beaucoup de cheminots croient encore qu'ils pourraient gagner seuls. Alors que la situation a changé ! Par contre, dans une offensive d'ensemble pour faire sauter les barrières, les cheminots auraient un rôle à jouer. Même la FGAAC (autonome) hésite pour des actions catégorielles !

Notre crédibilité syndicale est à établir dans la période, et pour cela, il faut lutter contre les divisions, rechercher un front commun, ne pas rester replié au niveau de la boîte.

«L'IMPORTANT, C'EST QUE CROISSE MAINTENANT UNE CONSCIENCE POLITIQUE OUVRIÈRE !»

Les choix de société sont au cœur des débats, pèsent sur l'avenir des luttes. Une victoire électorale probable de la gauche aux municipales devrait être l'occasion d'un second souffle pour l'action syndicale qui souffre aujourd'hui de cette échéance proche (certains militants syndicaux se tournent déjà vers ces problèmes au détriment de la construction du rapport de force actuel). Après les municipales et avant les législatives, il y aura un créneau pour l'action à occuper ; on va faire la «guérilla syndicale» ! Il sera alors nécessaire de profiter de la période pour demander des garanties, une plate-forme posant le problème du contenu du pouvoir des travailleurs et des prérogatives syndicales, fixant des revendications décisives qu'on exigerait de voir avancer après une victoire de la gauche en 78. Je crois que toute cette réflexion joue dans la situation politique actuelle, sur l'avancée de la conscience et donc sur les conditions de lutte !

Devenez «ABONNÉ-AMI» du Quotidien du Peuple

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :

● A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction

● Et à un livre ou un disque au choix :

PARMI LES LIVRES

PARMI LES DISQUES

- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre-révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine
- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans la manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andrés Bello (un peuple en lutte : Espagne)

● Et à la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»

● Sur présentation de la carte

RÉDUCTION

de 10% sur plusieurs librairies dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimesis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen
- Librairie «Tschann», 84 bd du Montparnasse à Paris
- «Graffiti», 210, rue J. Jaurès à Brest
- Librairie «Lire», 16 rue Sainte à Marseille
- «Jean Romé», 1 rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20 rue de Kerampont à Lannion.
- Librairie «Le Temps des Cerises» à Nice.

de 15% à la librairie «Le Grand jeu», 20 rue Colbert à Reims

de 33% sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7 rue de l'École Polytechnique - Paris 5^e

Cinéma Tarif étudiant tous les jours :

- «La Clef», 21 rue de la Clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10 rue Boyer
- «Entrepôt», 7 rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10 rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTRÉE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «Le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

Mode de versement :

- En une fois
- En trois fois (échelonné sur trois mois)

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

DANS NOTRE COURRIER

AUTOUR DU QUOTIDIEN A PAU : DISCUSSION SUR LA SITUATION POLITIQUE ET LES PERSPECTIVES DE LUTTE DANS LA RÉGION

Vendredi 7 janvier à Pau, plusieurs lecteurs et amis du Quotidien du Peuple se sont réunis. D'un commun accord nous avons décidé de prendre une part plus active au journal et de faire en sorte qu'il devienne réellement le Quotidien du Peuple. C'est pour cela que nous trouvons utile d'envoyer cet aperçu de la réunion et nous pensons qu'il serait profitable que d'autres lecteurs réunis entre eux fassent de même.

La page du courrier est le lien vivant qui unit les lecteurs du Quotidien, selon l'expression d'un abonné de Pau : «Le journal est notre trait d'union dans la page du courrier

on peut saisir concrètement le lien qui nous rassemble autour du journal».

Nous nous sommes aperçus aussi, que face à l'ampleur des problèmes dans la région, du fait de la crise (5000 chômeurs à Pau, par exemple), nous n'avions par suffisamment pris conscience de l'importance de communiquer l'information au journal. Il suffisait d'ailleurs de se réunir pour saisir que nous n'étions pas que des individualités et commencer à agir.

Aussi nous avons décidé de rassembler l'information là où nous nous trouvons (dans l'usine, le quartier, parmi les chômeurs...) pour faire savoir

ce qui se passe chez nous et dégager la voie de la lutte.

Nous avons abordé l'analyse de la crise et les propositions du Front de lutte (...).

La discussion doit s'élargir sur ce thème et pour cela nous développerons à notre niveau la création des moyens d'expression adaptés pour faire avancer l'échange de points de vue et d'expériences dans la classe ouvrière et les masses populaires.

Nous avons décidé dans ce sens de nous retrouver prochainement et plus nombreux autour du QDP pour discuter des pages «politique» et «luttés ouvrières» afin d'a-

vancer dans l'analyse de la crise et la construction du Front de lutte.

Des lecteurs et amis du QDP de Pau

Votre lettre nous montre comment le Quotidien permet aussi le rassemblement, la discussion pour la lutte ; comment le fait de vous réunir à propos du journal vous a aidé à parler de la situation politique, et précisément de la situation dans votre région, ainsi que des perspectives de lutte. Nous attendons vivement le compte-rendu de vos prochaines réunions de façon précise, en quels termes vous avez discuté, quels ont été les points de vue échangés, sur le journal et sur la crise.

OPÉRATION «QUALITÉ DE LA VIE» RATÉE POUR LA MUNICIPALITÉ DE TOULOUSE

En décembre, un colloque national organisé par la mairie de Toulouse, s'est penché sur les délicats problèmes de la «qualité de la vie» : plat du jour du menu toulousain ! Responsables municipaux des grandes villes, techniciens, universitaires, scientifiques devaient «faire le point» sur les résultats obtenus et sur les projets concernant la pollution atmosphérique, le bruit (avec la participation du commandant des gardiens de la paix), les jardins anciens et les zones vertes nouvelles dans les villes. Ces bons docteurs sont d'excellents spécialistes, tous de «haut niveau», comme il se doit pour mesurer la qualité... bref les médecins d'une nouvelle section à l'hôpital : «qualité de la vie». (...)

A 9 h, Guy Franco (RPR) adjoint au maire de Toulouse, chargé de l'environnement, présente le colloque dans la salle du Sénéchal, au centre de la ville. Sagement, le public - 200 personnes - écoute son discours inaugural. Ce dernier terminé, Guy Franco passe la parole à une «personnalité» scientifique. Aussitôt plus d'une cinquantaine de

personnes se lèvent et déploient leurs banderoles. Une dizaine d'associations s'invitent au colloque : comités de quartier, associations de résidents, associations de défense, organisations diverses (GIAM, ADJA, ATE) fédérés dans l'«Union des comités de quartiers et des associations de défense du cadre de vie à Toulouse. Le ton a radicalement changé (...)

L'«Union des comités de quartier et des associations de défense et d'action pour le cadre de vie à Toulouse» expose largement sa plateforme : nécessité d'une riposte globale à l'agression capitaliste dans la ville. (...)

Un représentant du Récébédon dénonce l'office HLM de la ville de Toulouse. Cité HLM, le Récébédon, habité par 300 familles ouvrières est en cours de destruction menée par l'OPHLM. Celui-ci visant à une large opération immobilière de rentabilisation. Non aux expulsions. Lutte pour le maintien de la cité. Autre relais, Franco est découragé, le GIAM affirme que «la qualité de la vie, ce sont des mots provocateurs pour les

classes ouvrières et populaires». «Qualité de la vie, c'est du vent ! Notre vie n'est pas à vendre» scandé énergiquement le haut de la salle.

Les officiels débordés, affolés quittent alors la tribune et la salle. Il est 10 h. Le colloque public est terminé. Dans l'après-midi, une petite salle de la mairie abritera le reste des participants. Dimensions confidentielles ! L'opération publicitaire et politique est ratée. (...)

QUALITÉ DE LA VIE DES MOTS CREUX POUR...

- Les habitants du Récébédon dont le loyer sera multiplié par 10 pour entrer dans des maisonnettes... de qualité. Une exclusion par le fric, une expulsion de fait.
- Les paysans de Lannemoran dont les jardins, les vergers, les prés sont ravagés par les fumées toxiques de l'usine Péchiney : vin, lait, légumes dangereux...

● Les ouvriers catalans dont le village de vacances - sans promoteur - permettait des loisirs «sans prix» et... donc «sans qualité» : le Bourdigon détruit par les bulldozers.

● Les 103 paysans du Larzac, la centaine de paysans nantais luttant contre l'installation d'un aérodrome sur les terres qui constituent leur outil de travail.

● Et tous, menacés gravement par les projets de l'Etat : centrales nucléaires de l'EDF aux effets catastrophiques : contamination radio-active.

LA DESTRUCTION DE LA VIE EST EN DE BONNES MAINS ! LES MÊMES DE CEUX QUI VIENNENT SE VANTER COMBIEN LA VIE SERA BELLE SOUR LEUR

CONDUITE I
Groupe d'Information
Aménagement de Toulouse



Écoutez
au quotidien

208 65 61

de 14 h 30 à 18 h 30

Le Quotidien du Peuple, publication du PCRml
Adresse Postale BP 225 75 924 PARIS CEDEX 19
Crédit Lyonnais, Agence ZU 470, compte N°7713 J
Directeur de publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC-Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Bulletin d'informations économiques

POUR LA LUTTE

CHAUSSE!



éditorial du N°1

- TABLEAU DE BORD DE LA CRISE
- BTP
- AUTOMOBILE
- CITROEN
- TEXTILE
- RHONE-POULENC
- LE CHOMAGE

Pour les commandes et abonnements, écrire au Quotidien du Peuple qui transmettra.

Le peuple impopulaire

COPYRIGHT LES ÉDITIONS DU SEUIL

ALAIN PRÉVOST

1^{er} épisode

ETIENNE passa le revers de sa main sur son front pour essuyer la sueur qui venait lui piquer les yeux. Il descendit de sa bicyclette et soupira ; devant lui, la route continuait à monter, la poussière que soulevait le vent lui donnait soif.

De son pied nu, Etienne caressa les pierres du chemin. Il en ramassa une avec son orteil, l'attrapa de la main gauche et, après l'avoir frottée sur ses culottes, il la plaça dans sa bouche, sous la langue, pour calmer sa soif. Pousant son vélo, il poursuivit sa route.

Sur le guidon était ficelée une paire de brodequins cloutés de neuf. Etienne ne les mettait jamais quand il faisait de la bicyclette, de peur d'abîmer ses semelles aux pointes des pédales. Sur le porte-bagages, dans un sac à pommes de terre, se trouvait le restant des effets de l'écolier : deux chemises, une paire de culottes, une brosse à dents, le carnet de notes de fin d'année. Ce carnet, il l'aurait bien jeté dans le ravin, les notes n'étaient pas brillantes. Bah ! Il avait quand même eu le premier prix de dessin et de mathématiques. Tant pis pour la dernière place en latin et l'avant-dernière place en grec. Il leur dirait ce qu'il pensait de leur école :

— Ça barde dans le monde entier et il faudrait que je passe mon temps dans les bouquins ? Tout le monde ne peut pas être un génie universel... Et puis je m'en fous de leur école... Je m'en contre-fous.

Etienne lança ce défi à haute voix et, pour se distraire, ponctua sa phrase de coups de sonnette.

Le col, pris entre une montagne et un rocher escarpé, se rapprochait. La route en lacets devenait moins raide. De chaque côté, des pierres et du sable reflétaient le soleil de juin. Des genêts adoucissaient à peine l'aridité de ce désert. Pas une maison en vue sinon, à plus de dix kilomètres, les villages de Bezaudun et de Bourdeau, dans la vallée, qu'Etienne venait de traverser. Vers l'ouest : une tour délaissée, à flanc de montagne, probablement construite par les calvinistes. Derrière elle, la vue s'étendait jusqu'à « la plaine » et allait se perdre dans la brume, au-dessus de la vallée du Rhône.

Des bêlements, la voix d'un chien, tirèrent Etienne de son engourdissement. Un troupeau d'une vingtaine de moutons descendait du col. Etienne coucha sa bicyclette par terre, s'assit sur un rocher et attendit. Les moutons passèrent, leur chien lui renifla les pieds. Le berger, un vieux moustachu habillé de noir, vint se planter devant le garçon qui cracha poliment sa pierre et engagea la conversation :

— Pas beaucoup de monde par ici !

— Non !

— C'est loin, le col ?

— Oh ! encore cinq, dix minutes à monter. Surtout avec votre bicyclette.

Le vieux examinait avec soin Etienne et son bagage. Sa première méfiance passée, il sourit :

— Vous n'êtes pas du pays sûrement ?

— Non !

— Vous êtes peut-être de la plaine ?

— Oh ! avec la guerre, on est d'ici et de là, dit Etienne.

— Ah ! Vous seriez un réfugié ? Vous avez peut-être vu la Tour ?

— Oui. Ceux qui l'ont construite se sont pas ennuyés, dit le garçon.

— Oh ! c'est vieux, c'est vieux ! Ça date du temps des Seigneurs.

— Vous n'auriez pas un fromage à me vendre, et du pain ?

— Non ! Je viens de manger. Vous allez loin ?

— Dans le Vercors !

— C'est loin. C'est vrai qu'avec votre machine, vous allez plus vite.

Etienne se leva et, caressant le chien, demanda :

— Comment il s'appelle, ce rocher là-bas ?

— C'est le Vevou ! Et puis là, c'est la Chaudière ! C'est haut.

— Je sais. Sur ma carte, ils disent que le col est à mille mètres.

Les yeux du berger s'ouvrirent :

— Ah ! Vous avez une carte...

Il dévisagea Etienne d'un air étonné, puis reprit son chemin.

— Adieu !

— Adieu !

(à suivre)

SANTÉ

COMMENT SE NOURRIR EN PÉRIODE DE FROID

À quoi servent les graisses ? - 2 -

Si les sucres peuvent se transformer en graisses pour les besoins de l'organisme, l'inverse n'est pas possible.

Les lipides ou graisses contenus dans les aliments sont libérés sous forme de graisses libres (acides gras libres) dans l'intestin (grâce à l'action de la bile)

Au travers de la paroi intestinale, ils gagnent les vaisseaux sanguins. Entraînés par le torrent circulatoire, ils se déposent dans le muscle cardiaque (myocarde), le foie, le tissu adipeux (masses graisseuses) sous forme de triglycérides.

Le tissu adipeux, ou graisse de réserve, s'accumule dans le muscle, sous le revêtement cutané, autour des principaux organes. Sa fonction principale est de constituer une réserve d'énergie, un isolant contre les pertes de chaleur, un matelas de protection contre les chocs.

En cas d'effort (lutte contre le froid, effort physique) les triglycérides sont libérés à nouveau à partir des réserves et brûlés pour produire de l'énergie.

Dans le sang les graisses libres servent au transport des vitamines telle la vitamine A, les hormones.

DANS QUELS ALIMENTS TROUVE-T-ON DES GRAISSES ?

L'huile est la «graisse» pure par excellence : une cuillerée à soupe contient 15 g d'huile soit (1 g d'huile apportant 9 calories) 135 calories !

Beurre, fromages contiennent des graisses en quantité moindre que l'huile puisqu'ils sont formés en partie d'eau.

Le beurre représente ainsi 750 calories aux 100 g.

Les fromages à pâte molle, les fromages blancs, la crème fraîche contiennent, à poids égal moins de graisse donc moins de calories que les fromages secs (emmental, cantal)

Ainsi une cuillerée de crème est trois fois moins calorique qu'une cuillerée d'huile.

COMMENT ÉQUILIBRER EN CONSÉQUENCE LES REPAS ?

Il est illogique de sortir, le matin pratiquement à jeun et faire sans réserves un saut de 20 à 25°. Après une nuit de sommeil, 8 à 10 h de jeûne l'organisme doit être nourri, principalement en période de froid.

Un café noir sucré n'apporte que de 10 à 20 calories. Cela reviendrait à mettre en route les réserves, à s'exposer 1 à 2 h plus tard aux malaises, à être plus sensible au froid.

Pour certains, il n'est pas facile de déjeuner le matin au saut du lit alors qu'on est encore endormi.

Pour avoir plus d'appétit, il vaut mieux se lever 10 minutes plus tôt, faire sa toilette, se préparer et déjeuner en dernier, une fois réveillé.

Ce premier repas doit apporter le «supplément froid» nécessaire pour la journée.

De la charcuterie, ou des œufs durs, du fromage ou des fruits, accompagnés de tranches de pain beurré avec miel ou confiture (sucres rapides qui aideront à mieux supporter la sortie dans le froid). Pour la boisson on préférera le lait

ou le jus de fruit au café qui n'apporte aucune calorie.

Ce premier repas ne fera pas grossir puisqu'il compensera simplement les calories brûlées par la lutte contre le froid pendant la journée.

Si cela est possible, dans l'après midi on prendra à nouveau un petit soutien avant de sortir : un fruit, ou une tartine.

Pendant les deux autres repas, on doit aussi veiller à maintenir la ration de vitamines fraîches apportées par les fruits et légumes.

Ceux-ci sont plus rares et plus chers, l'apport de vitamines est pourtant nécessaire pour renforcer les défenses, le tonus musculaire.

On peut remplacer sans dommage pour les vitamines les légumes frais par les conserves : les vitamines sont intactes et parfois mieux conservées.

Il s'agit de légumes qui n'ont pas été traités, mis en conserve dès la cueillette à l'inverse de ceux qu'on trouve au marché ramassés depuis 3 ou 4 jours.

Enfin un conseil, en hiver ne pas «sauter de repas», ou remplacer un repas par un sandwich. On s'expose ainsi, à coup sûr, aux malaises. Il faut prendre le temps de manger régulièrement en variant les aliments.

Docteur QdP

LES GRAISSES QUI SE CACHENT

• la vinaigrette (portion pour une personne)	135 calories
• la mayonnaise (portion pour une personne)	375 calories
• les frites (100 grammes)	400 calories
• sauce béarnaise (portion pour une personne)	222 calories
• sauce hollandaise (portion pour une personne)	273 calories
• sauce mousseline (portion pour une personne)	303 calories
• viandes persillées	
côtelettes de mouton (100 g)	348 calories
côtelettes de porc (100 g)	334 calories
• saucisson dit "sec" (100 g)	559 calories
• le jambon (30% de lipides) (100 grammes)	330 calories
• thon à l'huile (100 g)	280 calories
• pâtes pâtisseries	
pâte à choux (portion pour une personne)	244 calories
pâte feuilletée (portion pour une personne)	462 calories

Programme télé

LUNDI 17 JANVIER

TF 1

- 13 h 00 - TF 1 Actualités
- 13 h 35 - La télévision régionale
- 14 h 55 - Conférence de presse du président de la République
- 18 h 00 - A la bonne heure
- 18 h 35 - Nounours
- 18 h 40 - L'île aux enfants
- 19 h 00 - La lune papa - feuilleton
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - Eh bien... raconte !
- 20 h 00 - TF 1 Actualités
- 20 h 45 - *A bout de souffle* - film français policier de J. L. Godard (1960)
- 22 h 15 - Portrait : Fritz Lang
- 23 h 15 - TF 1 Actualités

A 2

- 13 h 35 - La télévision régionale
- 14 h 00 - Flash d'information
- 14 h 05 - Aujourd'hui Madame
- 14 h 55 - Conférence de presse du président de la République

- 18 h 35 - Le palmarès des enfants
- 18 h 55 - Des chiffres et des lettres
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 45 - La tirelire, jeu présenté par B. Etienne
- 20 h 00 - Journal de l'A 2
- 20 h 50 - La tête et les jambes, émission de J.-P. Roulard
- 22 h 15 - Les années Bonheur, souvenirs de Gaston Bonheur - 1937 : tout va bien !
- 23 h 10 - L'huile sur le feu, émission présentée par Ph. Bouvard - «Le logement en France»
- 23 h 50 - Journal de l'A2

FR 3

- 18 h 45 - La chronique du mois, émission pour les enfants
- 19 h 05 - Sports 22
- 19 h 20 - Actualités régionales
- 19 h 55 - FR 3 Actualités
- 20 h 00 - Les jeux de 20 heures
- 20 h 30 - Cinéma public - *La nuit des généraux* - film franco-britannique d'A. Litvak (1966)
- 22 h 40 - FR 3 Actualités

CHINE : LE GRAND MOUVEMENT POUR PRENDRE EXEMPLE SUR TATCHAI

La Conférence Nationale de 1975

LE COMBAT POUR GÉNÉRALISER LES DISTRICTS DE TYPE TATCHAI

De 1967 à 1970, se déroule une expérience d'avant garde dans le district de Siyang : la lutte pour l'éducation socialiste et la transformation de la nature est portée au niveau de plusieurs communes populaires, d'un district : on y réalise en grand ce qui s'est fait dans le village de Tatchai. Pendant les hivers, ce sont des milliers de paysans qui se mobilisent pour transformer le paysage : ils construisent des réservoirs d'eau et des digues pour régulariser le cours des rivières, ils nivellent des collines et comblent des ravins pour créer des plaines artificielles, les champs en terrasse ne permettant pas l'utilisation massive de machines. Les résultats sont spectaculaires : de 1967 à 1971, la production céréalière a triplé, aujourd'hui plus de 90 %. Des brigades sont électrifiées et le district dispose de 14 fois plus de machines qu'avant la Révolution Culturelle. L'économie collective, c'est-à-dire les activités et les entreprises au niveau de la commune et du district, se développent.

Après le succès du nouveau mouvement dans le district de Siyang, le mouvement pour prendre exemple sur Tatchai, est lancé et organisé par le Parti à l'échelle de tout le pays : c'est la conférence pour

l'agriculture de la Chine du Nord en 1970, et la conférence pour la mécanisation en 1971, présidée par Hou Kouo-feng. Le Parti fixe alors comme objectif : 1980, pour réaliser pour l'essentiel la grande agriculture mécanisée grâce à la multiplication des communes et des districts de type Tatchai. Il s'agit d'une concrétisation de la ligne du Parti, puisque, alors que Mao Tsé-toung avait dit en 1955 «*La coopération doit précéder l'emploi de la mécanisation, en grand*» (contre la ligne de Liou Chao-chi) il avait lancé, dès 1959 la directive «*Pour l'agriculture, l'avenir réside enfin de compte dans la mécanisation*». Cette continuation de la ligne révolutionnaire du Parti, de la transformation socialiste de la campagne, le groupe des quatre s'y oppose en attaquant Tatchai et en traitant le mouvement de «*révisionnisme*». La lutte contre leurs conceptions et contre les obstacles qu'ils dressent à la réalisation du mouvement, apparaît dès la première conférence nationale, en 1975.

Les quatre, présents à l'ouverture de la conférence, s'opposent aux orientations définies ; ils ne sont pas présents au moment de la clôture et du rapport de bilan prononcé par Hou Kouo-feng, et ils accuseront ce bilan de «*réviser le marxisme*».



La première conférence nationale du mouvement pour s'inspirer de Tatchai, s'est tenue du 15 septembre au 19 octobre 1975. Elle établit l'échange et le bilan des expériences acquises par les différentes régions de Chine dans l'agriculture et la mécanisation agricole en prenant exemple sur Tatchai ; elle a décidé que la mécanisation de l'agriculture devrait être réalisée pour l'essentiel en 1980. Elle lance l'appel : «*Mobiliser tout le Parti, développer en grand l'agriculture et mener le combat pour généraliser les districts de type Tatchai*». Il ne s'agit donc plus simplement de prendre exemple sur Tatchai, mais de généraliser les districts de type Tatchai pour transformer la campagne dans tout le pays.

Le rapport de bilan est prononcé par Houa Kouo-Feng qui souligne que le mouvement pour prendre exemple sur Tatchai est une tâche centrale du Parti dans la période historique du développement du pays et de la construction du socialisme. Il montre les acquis du mouvement depuis 1970 : les brigades de production et les communes de type Tatchai, se sont multipliées, 300 districts sur 2 300 ont déjà répondu à l'appel du mouvement, 100 millions d'hommes ont participé chaque hiver aux travaux agricoles d'aménagement (un million et demi d'hectares de terres ont été irrigués).

Mais, Hou Kouo-Feng constate que le développement du mouvement est inégal, qu'un assez grand nombre de districts ne suivent pas sérieusement l'exemple de Tatchai, ne prennent pas en main le

mouvement et que dans un petit nombre de districts, des ennemis de classe le combattent. Pour rectifier, c'est tout le Parti qui doit se mobiliser, car l'enjeu est capital ; Houa Kouo-Feng dit qu'il s'agit d'un grand mouvement révolutionnaire de masse pour la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat et pour l'édification d'une agriculture socialiste, «*comparable à la réforme agraire, à la collectivisation de l'agriculture et à l'établissement général des communes populaires*».

La clé de la réussite de ce nouveau bond dans la construction du socialisme est avant tout politique. Si chaque membre, chaque cadre, chaque organisation du Parti sont réellement en accord avec sa ligne qui consiste à «*prendre l'agriculture comme base*», tout doit être mis en œuvre pour la réalisation du mouvement. Le rôle des comités de Parti de district, est décisif : ils doivent se fixer des objectifs, en suivre pas à pas l'application et mener la lutte politique dans les organisations de base et chez les paysans.

Le mouvement pour généraliser les districts de type Tatchai, est, comme les mouvements pour l'établissement des coopératives et des communes populaires, un grand mouvement d'éducation socialiste. Il mobilise les paysans pour qu'ils se détachent de la petite production qui engendre spontanément le capitalisme et qu'ils engagent dans un travail collectif de transformation de la nature, travail qui va créer lui-même les conditions d'un niveau de collectivisation supérieur. Il rapproche par

leur travail et leur conscience, les paysans de la classe ouvrière, et consolide la dictature du prolétariat.

Conformément à l'expérience des précédentes étapes où nous avons vu que des mesures autoritaires sabotaient en fait la collectivisation, le mouvement doit utiliser la persuasion et l'éducation, en démontrant au fur et à mesure aux paysans la justesse et l'efficacité de la voie socialiste, selon le mot d'ordre de Tatchai : «*Plus ils font, plus ils pensent à entreprendre ; plus ils font, plus ils osent entreprendre ; plus ils font, plus ils sont capables d'entreprendre*».

Pourquoi la généralisation des districts de type Tatchai est-elle à l'ordre du jour, ainsi que la mécanisation ? Pourquoi cette nouvelle étape est-elle à la fois possible et urgente ? Elle est possible, parce que, avec les victoires et les acquis de la Révolution Culturelle, les cadres et les masses ont atteint un degré de conscience sans précédent dans la lutte entre deux lignes. Parce que les exemples de Tatchai, de Siyang et de nombreux districts ont montré la voie.

La réalisation des districts de type Tatchai est urgente, parce qu'elle est la condition de la mécanisation de l'agriculture. L'agriculture mécanisée en grand, permet de résoudre les contradictions et les inégalités parmi les paysans (c'est ainsi qu'on fait de moins en moins appel à la force physique, facteur d'inégalité). Elle permet l'organisation du travail coopéré sur une grande échelle, et de dépasser la petite production par équipes très diversifiées. Cette avancée commande d'ailleurs à s'opérer dans les travaux d'infrastructure effectués l'hiver par des milliers de travailleurs d'un même district. La constitution d'entreprises aussi bien agricoles qu'industrielles au niveau de la commune et du district, contribue à réduire la contradiction entre villes et campagne, à rapprocher par leur place dans la production, leur niveau de vie et leur conception du monde, les paysans de la classe ouvrière, donc à consolider la dictature du prolétariat.

En outre, la mécanisation de l'agriculture constitue un soutien indispensable à l'industrialisation socialiste, l'industrie lourde fournissant pièces et machines qui ne peuvent être utilisées que dans ce cadre et l'industrie légère ne pouvant se développer dans les districts qu'en fonction de l'accumulation de fonds réalisés grâce aux progrès de l'agriculture.

Si la grande agriculture mécanisée est nécessaire et urgente pour avancer dans la résolution des contradictions internes de la société socialiste, elle donne au pays la

possibilité d'un approvisionnement autonome et stable pour chaque province et renforce la capacité de défense de la Chine, renforce son rôle dans le monde face aux superpuissances, pour soutenir les peuples du monde, notamment en prévision du danger de guerre.

C'est, dit alors Houa Kouo-Feng «*une pressante nécessité pour faire progresser l'économie nationale et pour porter notre pays aux premiers rangs du monde avant la fin de notre siècle ; une pressante nécessité aussi pour gagner de vitesse l'ennemi et pour nous préparer convenablement en prévision d'une nouvelle guerre*».

Durant toute l'année 1976, l'application des résolutions de la première conférence, sera l'objet d'une lutte politique acharnée contre les conceptions et les entreprises de sabotage des quatre.

Les critères pour définir les districts de type Tatchai

1) Le comité du Parti de district constitue un noyau dirigeant qui applique fermement la ligne et la politique du Parti et qui lutte dans l'unité ;

2) Les paysans pauvres et moyens pauvres ont la supériorité dans les rapports de classes, de sorte qu'ils sont capables de combattre fermement les activités capitalistes et de soumettre les ennemis de classe à un contrôle et à une rééducation efficaces ;

3) Les cadres aux échelons du district, de la commune populaire et de la brigade de production participent régulièrement, à l'instar de ceux du district de Siyang, au travail collectif de production ;

4) Les constructions de base et la mécanisation dans l'agriculture, ainsi que la culture selon des méthodes scientifiques donnent des résultats rapides et efficaces ;

5) L'économie collective s'accroît sans cesse, et la production et le revenu des communes populaires et des brigades de production pauvres atteignent ou dépassent le niveau actuel des communes populaires et des brigades de production moyennes locales ;

6) L'agriculture, la sylviculture, l'élevage, la pêche et les activités auxiliaires enregistrent un essor général, avec une forte augmentation de la production, une contribution importante à l'Etat et une amélioration progressive de la vie des membres des communes populaires.

